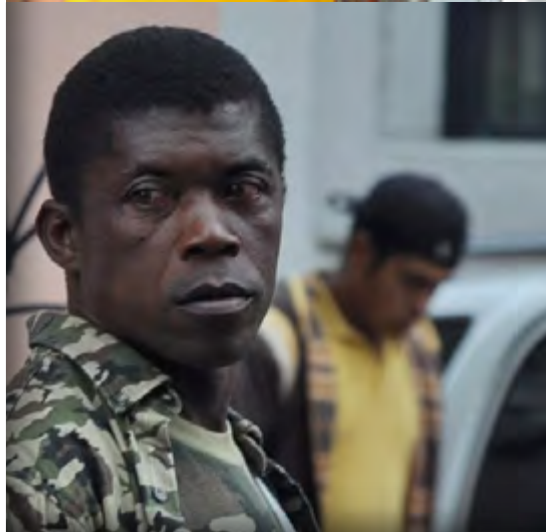


Nous travaillons avec vous pour améliorer le développement



Ce rapport annuel a été élaboré sous la supervision d'Andrea Repetto Vargas, directrice du MICI.

Rédaction et coordination : Esteve Sala.

Entrées de contenu : Gastón Aín, Katty Araya, María Camila Barriga, Mariana Devercelli, María Elisa Dugo, Sebastian Gonzalez, Martín Packmann et Esteban Tovar.

Coordination de la production : Rebeca García.

Graphiques et analyses statistiques : Esteve Sala et Esteban Tovar

Révision des traductions : Camila Luz.

Design graphique : Giacomo Cicirello.

Photos : équipe MICI et Diego Luna Quevedo..

Catalogage avant publication de la Bibliothèque Felipe Herrera de la Banque Interaméricaine de Développement

Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation : Rapport annuel 2023 / Banque Interaméricaine de Développement.

p. cm.

1. Development banks-Latin America-Yearbooks. 2. Social responsibility in banking-Latin America. 3. Economic development projects-Social aspects-Latin America. 4. Economic development projects-Environmental aspects-Latin America. I.

Banque Interaméricaine de Développement. Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation.

IDB-AN-364

JEL: O1, O10, O19, Q01

Mots-clés : Reddition de comptes, Gestion des requêtes, Phase de consultation, Phase de vérification de la conformité, Accès à l'information

Copyright © 2024 Banque Interaméricaine de Développement (BID). Ce travail est soumis à une licence Creative Commons CC BY 3.0 IGO (<https://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/legalcode>). Les termes et conditions indiqués dans le lien URL doivent être respectés et la reconnaissance respective doit être accordée à la BID.

Conformément à la section 8 de la licence susmentionnée, toute médiation relative à des litiges découlant de cette licence sera menée conformément au Règlement de Médiation de l'OMPI. Tout litige relatif à l'utilisation des œuvres de la BID qui ne peut être réglé à l'amiable sera soumis à l'arbitrage conformément aux règles de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). L'utilisation du nom de la BID à des fins autres que l'attribution et l'utilisation du logo de la BID doit faire l'objet d'un accord de licence écrit distinct entre la BID et l'utilisateur et n'est pas autorisée dans le cadre de cette licence.

Notez que le lien URL comprend des termes et conditions qui font partie intégrante de cette licence.

Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du MICI, de la Banque interaméricaine de développement, de son Conseil d'administration ou des pays qu'ils représentent.



2023

Rapport annuel

Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation

Groupe de la BID

Indice

| | |
|---|----|
| Message du Conseil d'administration | 6 |
| Message de la Directrice | 1 |
| Les faits marquants de 2023 | 2 |
| Dans la Phase de Consultation | 4 |
| Dans la Phase de Vérification de la Conformité..... | 6 |
| En promotion de l'accès | 8 |
| Un nouveau modèle de relation stratégique..... | 10 |
| 2023 en images | 12 |
| MICI Réflexions | 16 |
| Le portefeuille des requêtes en 2023 | 18 |
| Cinq faits marquants | 19 |
| Les requêtes en chiffres | 22 |
| Gestion des requêtes présentant un risque de représailles | 26 |
| La gestion en 2023 au cas par cas | 28 |
| Dossiers gérés en Phase de Consultation | 29 |
| Dossiers gérés en Phase de Vérification de la Conformité..... | 43 |
| Requêtes en analyse d'éligibilité | 55 |
| Requêtes non enregistrées | 58 |
| Annexes | 62 |
| Annexe 1: Budget 2023 | 62 |
| Annexe 2: Diffusion en 2023 | 63 |

2023



Message du Conseil d'administration

Les efforts de promotion du développement économique du Groupe de la BID se concrétisent au travers de projets qui visent à améliorer la vie des populations en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'expérience acquise par les différents organismes et agences de développement montre cependant que malgré la rigueur et le soin apportés à la conception et à l'exécution de ces projets, le risque de répercussions non voulues sur le plan social et/ou environnemental demeurera toujours ; et il est de notre engagement d'y répondre avec efficacité, impartialité, équité et transparence.

Le Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation (MICI) garantit la transparence et la responsabilisation au sein de nos opérations et répond aux inquiétudes et requêtes des

communautés et acteurs qui sont affectés par nos projets de développement. En tant qu'allié stratégique de poids, le MICI nous aide à régler les conflits et à forger des consensus, mais surtout à apprendre des expériences et des bonnes pratiques à travers ses processus de vérification et de dialogue, contribuant au renforcement continu de nos interventions et de notre relation avec la société civile.

Les résultats et activités du MICI en 2023 en sont le parfait reflet. Ils mettent en avant non seulement une excellente capacité de gestion des requêtes, d'adaptation et d'innovation, de dialogue permanent avec les communautés et d'intégration de la dimension du genre et de la diversité dans ses analyses, mais aussi tout le travail de diffusion des connaissances

et leçons tirées, d'interaction constante avec les directions de la BID et BID Invest et de consolidation de ses équipes et opérations de gestion internes.

De notre point de vue, le MICI est un élément clé de l'écosystème de reddition des comptes du Groupe de la BID. Son travail est indispensable pour garantir que nos actions soient fondées sur les normes de responsabilité sociale et environnementale les plus rigoureuses, à travers un processus d'écoute continue avec la société civile et les communautés, pour continuer à améliorer les vies en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Carlos Álvarez

Directeur - Chili et Équateur.
Président du Comité des politiques et de l'évaluation de la BID



Message de la Directrice

Tous unis pour améliorer le développement

En 2023, le MICI s'est attaché à faire avancer sa vision : travailler ensemble pour améliorer le développement. Pour atteindre cet objectif, nous collaborons étroitement avec les communautés de la région, les équipes de projet et de gestion de la Banque, le Conseil d'administration et des organisations de la société civile, parmi bien d'autres.

En particulier, l'année dernière, nous avons pu retourner sur le terrain pour discuter directement avec les communautés susceptibles d'accueillir des projets du Groupe de la BID. Nous avons eu la possibilité d'échanger avec différents acteurs, issus notamment du secteur public, d'organisations de la société civile et du milieu universitaire. Les témoignages que nous

avons recueillis ont souligné la grande importance de mécanismes tels que le MICI pour créer des outils efficaces qui permettent de résoudre les préoccupations socio-environnementales lorsqu'un projet risque d'affecter négativement les communautés. Nous avons également été informés de l'importante nécessité de fournir des informations sur les projets de développement du Groupe de la BID, sur leurs répercussions et les mesures d'atténuation correspondantes, ainsi que sur l'écosystème dont dispose le Groupe pour répondre aux impacts négatifs sociaux et environnementaux non souhaités.

Par ailleurs, nous avons pu acquérir une meilleure connaissance de la cartographie des acteurs

dans les deux pays où nous avons engagé un processus de diffusion novateur et plus ciblé, à travers une écoute active, afin de produire et communiquer des informations aux acteurs susceptibles d'en avoir besoin. Nous relançons nos canaux de communication publics avec un nouveau site Internet et d'autres contenus que nous allons continuer d'enrichir, dans un souci d'amélioration constante, afin de mieux répondre aux besoins cernés.

Au sein du Groupe de la BID, en 2023, nous avons entrepris d'importants efforts pour assurer une meilleure communication avec les directions et une meilleure compréhension de notre travail, et ainsi cerner des possibilités d'amélioration. Nous rendons compte au Conseil d'administration de notre quotidien, de

sorte que ses membres puissent mieux connaître les différents dossiers que nous traitons et les défis de notre mission. Le soutien du Conseil représente un appui continu pour notre travail.

Enfin, le MICI a renforcé son équipe et nous avons réalisé des progrès dans la consolidation des connaissances et de la capacité interne à gérer plus efficacement les dossiers reçus. Grâce à ces efforts et au soutien continu de tous nos homologues, nous sommes de mieux en mieux en mesure de continuer à travailler ensemble pour améliorer le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Andrea Repetto
Directrice du MICI

Les faits marquants de 2023

39 requêtes

En 2023, le MICI a géré 39 requêtes au total : **32 concernaient des projets de la BID, six des projets financés par BID Invest et un par BID Lab.**

- **23** Tout au long de l'année, le Mécanisme a reçu **23 nouvelles requêtes**, ce qui marque un record en matière de nouveaux dossiers, avec une hausse de 9,5 % par rapport à 2022.
- **18** Parmi les nouveaux dossiers, **18 (78 %) ont été clôturés à l'étape d'enregistrement** car ils ne répondaient pas aux critères requis.
- **14** Au cours de **la Phase de Consultation**, **14 dossiers ont été traités : 10 datant des années précédentes et quatre nouveaux**. Des accords ont été obtenus entre les parties dans le cadre de trois requêtes. De plus, un suivi a été mis en place concernant la mise en œuvre d'accords pour quatre dossiers supplémentaires, tandis qu'un autre dossier a été clôturé après vérification de l'exécution intégrale des mesures convenues.
- **7** Dans le cadre de la **Phase de Vérification de la Conformité**, **cinq dossiers des années précédentes** ont été traités et **deux nouveaux dossiers** ont été reçus. Au cours de l'année, cette Phase a permis la formulation de quatre recommandations d'investigation, qui ont toutes été validées par le Conseil d'administration. De plus, une investigation, parmi les plus complexes à ce jour, a été achevée.

40 Plus de 2 000 personnes ont participé aux 40 événements aux côtés du Mécanisme en 2023, incluant des intervenants externes et du Groupe de la BID.

43% Dans 43 % des dossiers gérés en 2023 (soit un point de plus qu'en 2022), les communautés **requérantes ont exprimé la crainte d'éventuelles représailles.**



Une année record

2023 a établi un record en matière de nouvelles requêtes reçues en une année (23), de dossiers gérés par chaque phase et de requêtes gérées globalement (39). Au total, 14 dossiers ont été traités en Phase de Consultation et sept en Phase de Vérification de la Conformité.



Sept investigations parallèles

Tout au long de l'année, la Phase de Vérification de la Conformité a traité six dossiers sous investigation et un à l'étape de suivi. Cela représente un record historique, tant en chiffres absolus qu'en nombre d'investigations menées en un an.



Trois nouveaux accords

En Phase de Consultation, des accords ont été obtenus pour trois requêtes, un record égalé seulement en 2019. De plus, le suivi d'un autre dossier a pris fin après la mise en œuvre complète des différents accords conclus entre les parties.



Une communication plus directe

Conformément à la vision stratégique 2021-2026, le MICI a renforcé sa présence numérique en lançant ses réseaux sociaux et un nouveau site web au contenu plus accessible. Le Mécanisme a également procédé à une refonte de plusieurs outils de communication et de son identité visuelle.



Faire progresser les connaissances

Dans le cadre du programme de connaissances Réflexions du MICI, le Mécanisme a présenté deux nouvelles publications cette année. La première analyse le traitement initial d'une requête déposée auprès du MICI et les critères à remplir pour passer aux Phases suivantes, en mettant particulièrement l'accent sur la gestion humanisée. La seconde s'intéresse en détail à la capacité d'offrir une réparation efficace aux communautés requérantes suite au processus de résolution des conflits du MICI.



Une relation plus étroite

En 2023, le MICI a de nouveau organisé des activités de promotion de l'accès en format présentiel dans la région. Avec le retour à la normale postpandémique, le Mécanisme a éprouvé un nouveau modèle visant à assurer une plus grande capillarité et à établir des relations durables avec des acteurs clés nationaux.

Dans la Phase de Consultation

14 dossiers ont été traités

4 nouveaux

+10 reçus les années précédentes

1 dossier achevé avec l'exécution intégrale des accords

3 accords conclus pour 3 dossiers

7 dossiers à l'étape de suivi des accords

TOUT AU LONG DE L'ANNÉE :

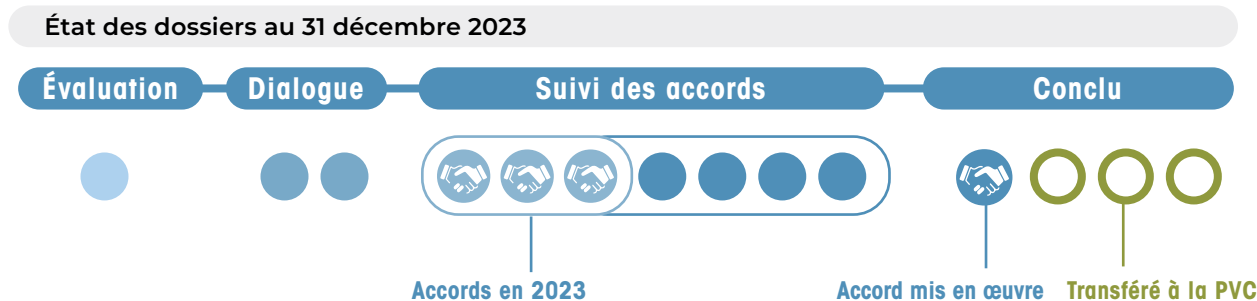
Des accords ont été obtenus dans le cadre de trois requêtes, qui ont été transférées à l'étape de suivi.

À la fin de l'année, la Phase suivait le règlement de sept dossiers.

Un dossier a été clôturé après vérification de la mise en œuvre intégrale des accords.

Le processus de dialogue se poursuit pour deux dossiers, tandis que les conditions d'ouverture de discussions continuent d'être évaluées pour un autre dossier.

Trois dossiers ont été transférés à la Phase de Vérification de la Conformité.



Une gestion individualisée

La Phase de Consultation repose notamment sur deux principes : la participation volontaire des parties et la conception collaborative du processus en vue de définir des solutions concertées. Plusieurs dossiers gérés en 2023 démontrent l'efficacité de ces principes dans la conclusion et la mise en œuvre des accords. Dans deux des cas gérés, les étapes d'évaluation et de dialogue ont été menées simultanément afin de répondre aux besoins des parties. Dans le cadre d'un autre dossier, concernant la construction du métro de Bogotá, six accords ont fait l'objet d'un suivi au cas par cas jusqu'à aboutir, cette année, à leur mise en œuvre complète. Il s'agit du premier dossier où plusieurs accords ont été signés pour la même requête. Enfin, en ce qui concerne un dossier en Argentine, un accord final a été ratifié cette année, fruit des résultats obtenus grâce à la conclusion d'un engagement partiel entre les parties en 2022.



Session de la phase de consultation à Bogota, Colombie.



Parc Industriel de Caracol, Haïti.

L'importance de mettre en œuvre les accords

Outre l'obtention d'accords, la Phase de Consultation a pour impératif de veiller à la mise en œuvre effective des engagements souscrits ; un suivi qui, dans de nombreux cas, requiert des efforts accrus et une implication à plus long terme. En 2023, pour la première fois dans le cadre de la Politique en vigueur du MICI, le Conseil d'administration a autorisé de prolonger d'une année supplémentaire le suivi de la requête concernant le Parc industriel de Caracol, en Haïti, où la complexité de l'attribution des titres de propriété et la situation fragile du pays ont entravé les progrès vers la réalisation de la composant de l'accord en matière d'accès aux terres. Malgré ces difficultés, les autres éléments essentiels de l'accord ont déjà été mis en œuvre.

Dans la Phase de Vérification de la Conformité

7 dossiers ont été traités

| | |
|---|----------------------------------|
| 2 missions d'investigation | 3 investigations en cours |
| 4 recommandations d'investigation finalisées | 1 investigation achevée |

TOUT AU LONG DE L'ANNÉE :

- La Phase a élaboré des recommandations d'investigation pour quatre dossiers. Toutes ont été autorisées par le Conseil d'administration ; deux d'entre elles ont démarré dans l'année.
- L'une des investigations les plus complexes a été achevée et le Conseil d'administration a demandé à BID Invest de fournir un plan d'action intégrant les recommandations du MICI. Lorsque la BID Invest aura finalisé son plan d'action, le MICI lancera son processus de suivi.
- Le MICI poursuit le suivi de la mise en œuvre d'un plan d'action pour donner suite aux recommandations d'une investigation.

État des dossiers au 31 décembre 2023

Recommandation

Investigation

Suivi du plan d'action



Sélection de l'équipe d'investigation

Investigation en cours

En attendant le plan d'action



Amélioration des processus

Au cours d'une année marquée par un nombre record de dossiers dans cette phase, l'équipe du MICI a continué d'améliorer sa méthodologie de travail afin d'optimiser les procédures internes et de réduire les temps de traitement. Grâce à ces efforts, en 2023, cette phase a vu l'achèvement d'une investigation, la réalisation de deux missions d'investigation et la formulation de quatre recommandations concernant quatre vérifications de la conformité – un record seulement égalé en 2019. Le Conseil d'administration a validé les quatre investigations.



Séance avec l'équipe d'investigation à Luján, Argentine.

Une écoute pour chacun

Conformément aux recommandations de l'évaluation externe réalisée par le Bureau d'Évaluation et de Supervision (OVE) en 2021, la Phase a impulsé une consolidation des relations avec les parties impliquées dans chaque requête, afin de mieux adapter le processus aux spécificités de chaque dossier et d'apporter ainsi une réponse plus efficace. Dans le cadre du dossier du Projet hydroélectrique Ituango, par exemple, les communautés requérantes ont sollicité une prolongation du délai d'envoi des commentaires à l'équipe d'investigation de quatre mois, pour leur permettre de communiquer leurs résultats et recommandations aux communautés. Le MICI a transmis la demande au Conseil d'administration qui, pour la première fois, a accepté ce délai exceptionnel. Un autre exemple concerne le dossier de deux centrales hydroélectriques au Guatemala. Le MICI, sur demande des parties, est intervenu en tant qu'observateur au sein d'espaces créés dans le but de permettre à BID Invest et aux personnes requérantes de définir ensemble, avec le soutien d'un médiateur externe, certaines mesures concrètes du plan d'action en réponse aux recommandations de l'investigation du MICI.



Projet hydroélectrique Ituango, Colombie.

En promotion de l'accès

En chiffres

+ 1.000 Plus de 1 000 participants à 28 évènements externes

+ 1.000 Plus de 1 000 participants à 12 activités au sein du Groupe de la BID

12 12 évènements externes organisés par le MICI dans plusieurs pays de la région

L'accessibilité et la transparence sont deux valeurs du MICI essentielles pour accomplir notre mission et faciliter l'accès des communautés au Mécanisme quand elles en ont besoin. Après trois années sans organiser le moindre évènement dans la région en raison de la pandémie, le MICI a relancé ses

activités présentielles de diffusion dans une démarche innovante et en apportant quelques modifications dans ses principaux canaux de communication. Tout au long de l'année, plus de 2 000 personnes – aussi bien internes qu'externes – ont participé aux 40 activités conduites par le MICI (ou d'autres acteurs).

Nouveaux outils de communication

L'année 2023 a été marquée par des changements notables dans la communication du MICI, parmi lesquels notre intégration à différents réseaux sociaux, une nouvelle brochure informative et le renouvellement de notre site Internet. Ce renouvellement, en matière de contenus, identité visuelle et adresse Web (mici.iadb.org), met en avant notre autonomie en tant que bureau indépendant du Groupe de la BID. Outre la visibilité, l'évolution technologique de notre espace virtuel nous offrira la possibilité de renforcer de manière progressive et constante notre présence sur Internet, et ainsi de devenir de plus en plus accessibles tout en mettant les connaissances et expériences du Mécanisme à la portée de ceux qui en ont besoin.

Nouvelle
brochure MICI



Un nouveau modèle de relation stratégique

Après une interruption forcée des activités présentielles de trois ans dans la région, le MICI a élaboré une nouvelle stratégie visant à renforcer les relations avec les acteurs clés de chaque pays. Afin de tester cette nouvelle approche, en 2023, deux séries d'activités ont été proposées, en juin et en octobre, dans deux pays : au Pérou et en Équateur. Le nouveau modèle repose sur une cartographie détaillée des différents acteurs concernés dans chaque pays, établie avec le soutien de consultants locaux, et sur un ensemble d'ateliers présentiels.

La première série de rencontres, organisée en juin, a permis de cerner des possibilités de collaboration plus étroite avec des institutions clés dans chaque pays, parmi lesquelles les médiateurs-défenseurs (« Defensorías »), les Nations Unies et des organisations indigènes et de la société civile. En octobre, les activités menées ont favorisé ces alliances essentielles et la mise en place d'actions plus spécifiques. Au total, plus de 300 personnes ont participé aux 12 événements organisés dans les deux pays.

Le Mécanisme a rencontré des organisations de trois provinces, invitées par la délégation du bureau du médiateur équatorien pour la province de Napo, dans la région amazonienne.



Le MICI a tenu des réunions bilatérales avec, entre autres, les bureaux des Nations Unies, des organisations locales et le bureau de la BID en Équateur.



Plus de 20 représentants de différentes organisations non gouvernementales (ONG) équatoriennes ont participé à un atelier à Quito.



L'unité de prévention des conflits sociaux et la direction du bureau du médiateur péruvien ont échangé avec le MICI leurs expériences en matière de résolution des litiges, de conflits sociaux et de gouvernance, en s'appuyant sur leurs cas les plus représentatifs.



À Iquitos, dans la province amazonienne de Loreto, au Pérou, le MICI et DAR (Derecho, Ambiente y Recursos Naturales) ont organisé un petit-déjeuner avec des autorités locales et un atelier qui a réuni plus de 30 membres d'organisations sociales représentant plus de 400 peuples indigènes.



L'ensemble de ces activités ont assis les bases d'une collaboration plus directe et étroite avec les institutions clés des deux pays. Découvrez dans ces vidéos les témoignages et le résumé des activités.

VIDÉOS 



2023 en images



Collaboration avec les médiateurs-défenseurs

En septembre, le MICI a organisé une rencontre avec les bureaux nationaux des médiateurs-défenseurs de différents pays de la région, en coopération avec la Federación Iberoamericana del Ombudsperson.



Présence en milieu universitaire et aux côtés d'associations professionnelles

Le MICI a participé en distanciel au Congrès américain de médiation qui s'est déroulé à Corrientes, en Argentine. Dans la sphère universitaire, il convient de souligner les interventions réalisées dans le cadre de la formation Négociation, médiation et prévention des conflits entreprise-État-communauté, et de la formation en ligne Droits humains et entreprises.

Discussions avec la société civile

En mars et avril, les résultats de 2022 ont été présentés aux organisations de la société civile de la région dans le cadre de deux événements virtuels et d'un événement hybride.



8e Forum régional sur les entreprises et les droits humains

En octobre, le MICI a présenté un exposé au 8e Forum régional sur les entreprises et les droits humains à Santiago du Chili et lors d'un séminaire dédié à la conduite professionnelle responsable. .



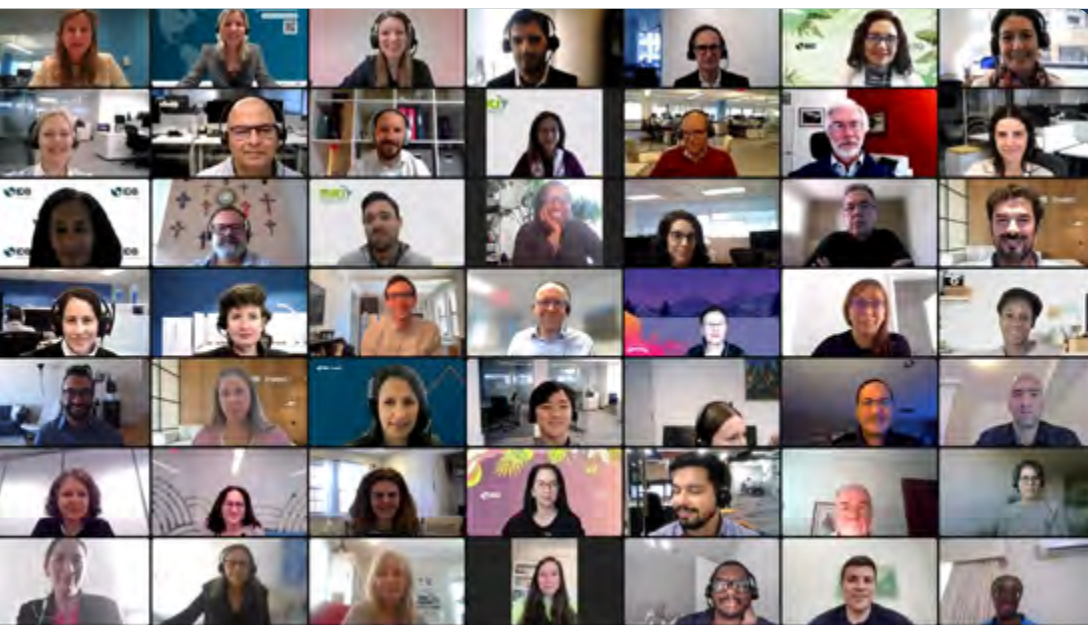
Seconde génération du Groupe Consultatif Externe (GCE)

Le GCE, composé de six professionnels experts chargés de conseiller le Mécanisme de façon pro bono et non contraignante, a tenu deux réunions (une en format présentiel et une en format virtuel) avec l'équipe du MICI.



Semaine des connaissances de BID Invest

La Directrice Andrea Repetto a exposé sa vision concernant la contribution du MICI à la mission de BID Invest à l'occasion de la Semaine des connaissances, l'évènement le plus important de la branche consacrée au secteur privé du Groupe de la BID, lequel a réuni toute l'équipe de BID Invest au Mexique.



Dialogue institutionnel

En 2023, plusieurs espaces de dialogue ont été créés avec différentes branches de la BID et de BID Invest, axés sur les possibilités de recours, la résolution des conflits dans les zones isolées et la prise en charge des requêtes.

Formation sur le genre et la diversité

L'équipe du MICI a participé à un atelier de formation sur le genre et la diversité mené par L'Institut danois des Droits de l'Homme.





Collaboration avec des mécanismes pairs

Le MICI a renforcé sa collaboration et l'échange de connaissances avec d'autres mécanismes indépendants de reddition de comptes. Il convient de souligner notamment la tenue de deux ateliers dédiés aux techniques de négociation avancées avec l'équipe de résolution des conflits de la CAO (SFI), et l'organisation d'une semaine d'échange de connaissances par l'IPAM (BERD), ayant pour thèmes les représailles, la résolution des conflits et les méthodologies d'investigation.



20e Réunion annuelle de l'IAMnet

En octobre, le MICI a pu échanger connaissances et bonnes pratiques lors de la 20e Réunion annuelle de l'IAMnet, à Londres. Parmi les principaux thèmes abordés figuraient, entre autres, la gestion des représailles, les relations avec nos institutions mères et l'amélioration des processus.

L'équipe MICI en septembre 2023



MICI RÉFLEXIONS

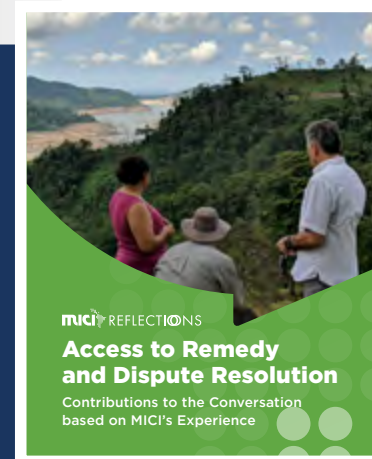
Dans le cadre du programme de connaissances Réflexions du MICI, deux nouvelles publications et un résumé de dossier ont été lancés en 2023. Par ailleurs, des espaces de dialogue et d'échange de connaissances ont été créés au sein du Groupe de la BID, afin de promouvoir les apprentissages et la réflexion institutionnelle à partir des dossiers gérés par le MICI.

Accès à la remédiation et résolution des conflits

En décembre, le document « [Accès à la remédiation et résolution des conflits : contributions à la discussion sur la base de l'expérience du MICI](#) » a été présenté, proposant une analyse de l'efficacité de la réparation qu'offrent les mécanismes de

reddition de comptes aux communautés requérantes. Plus précisément, cette publication aborde différents dossiers gérés par la Phase de Consultation en détaillant les points de vue des requérants à l'origine des requêtes.

Cette analyse aboutit à la conclusion suivante : afin d'assurer une remédiation utile et efficace pour les requérants, il est indispensable de leur apporter des réponses flexibles, rapides et concrètes.



Résumés des dossiers gérés par le MICI

Dans le cadre de la série d'analyses de dossiers lancée en 2021, la Phase de Consultation a publié un nouveau résumé concernant la requête liée au projet de reconstruction de l'infrastructure électrique en Équateur depuis le séisme de 2016 [Au-delà des accords : L'importance du timing dans la résolution des conflits.](#)

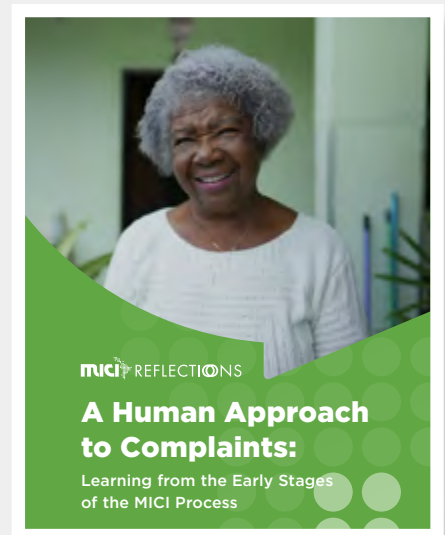


Une approche humaine des requêtes

Environ un cinquième des 200 requêtes reçues par le MICI depuis sa création remplit les critères d'enregistrement et d'admissibilité définis dans la Politique et peuvent, par conséquent, être transférées aux Phases de manière à engager un processus de résolution des conflits ou une investigation. La nouvelle

publication de Réflexions du MICI, « [Une approche humaine des réclamations : apprendre des premières étapes d'un processus MICI](#) », analyse les caractéristiques des requêtes admissibles en vue d'en tirer des conclusions et des enseignements. L'une des idées centrales repose sur la nécessité pour les mécanismes de gestion des requêtes d'apporter une réponse ciblée, agile et humaine, en particulier au cours des premières

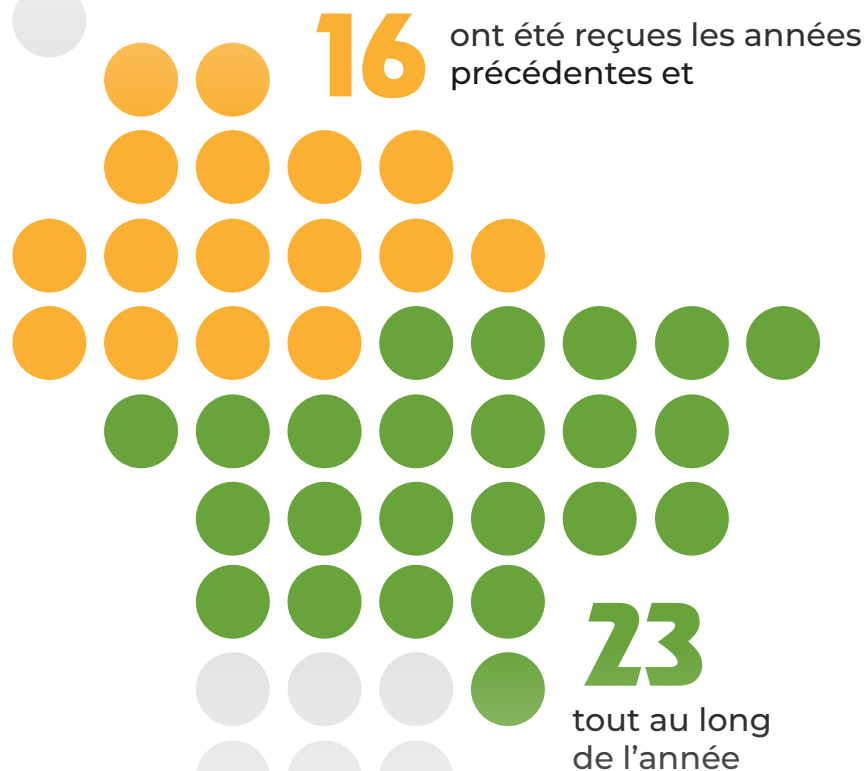
interactions avec les communautés requérantes. La version préliminaire de ce document a été examinée en mai avec un groupe de discussion composé des neuf équipes de gestion des requêtes de la BID et de BID Invest et d'autres départements concernés. Leurs commentaires et contributions ont permis d'enrichir la version finale, qui a été lancée en novembre dans le cadre d'un évènement interne.



Le portefeuille des requêtes en **2023**

39 requêtes

En 2023, le MICI a géré **39** requêtes : **16** ont été reçues les années précédentes et **23** tout au long de l'année. Ces chiffres dépassent ceux de 2022, déjà un record à l'époque dans le cadre de l'actuelle Politique du Mécanisme, tant en nouveaux dossiers que globalement.



Regardez
une vidéo
récapitulative du
portefeuille de
requêtes en 2023

Cinq faits marquants



2023 a marqué un double record pour le MICI : celui du nombre total de dossiers gérés (39) et celui des nouvelles requêtes reçues en une année (23).

Parmi les 23 nouvelles requêtes, 18 ont été déposées directement par des particuliers ou des communautés. Le nombre de requêtes présentées avec l'intervention d'un représentant ou d'une organisation de la société civile a baissé proportionnellement.

Le secteur des transports fait l'objet du plus grand nombre de requêtes et un tiers des nouvelles requêtes se rapporte également à ce secteur.

Les projets comportant un risque modéré pour l'environnement (B) recueillent de nouveau la majorité des requêtes, retrouvant leur tendance, infléchie en 2022.

Concernant la répartition par secteur, les requêtes liées à des projets en développement urbain et logements et en agriculture et développement rural ont augmenté, tandis que les requêtes associées au secteur de l'énergie ont baissé.

Requêtes gérés en 2023, par ordre de réception

Requêtes liées aux projets de la

| | | |
|-----|------------|---------|
| BID | BID INVEST | BID LAB |
|-----|------------|---------|

Étapes

| | | | |
|----------------|---------------|--------------|-------------------------------|
| Enregistrement | Admissibilité | Consultation | Vérification de la Conformité |
|----------------|---------------|--------------|-------------------------------|

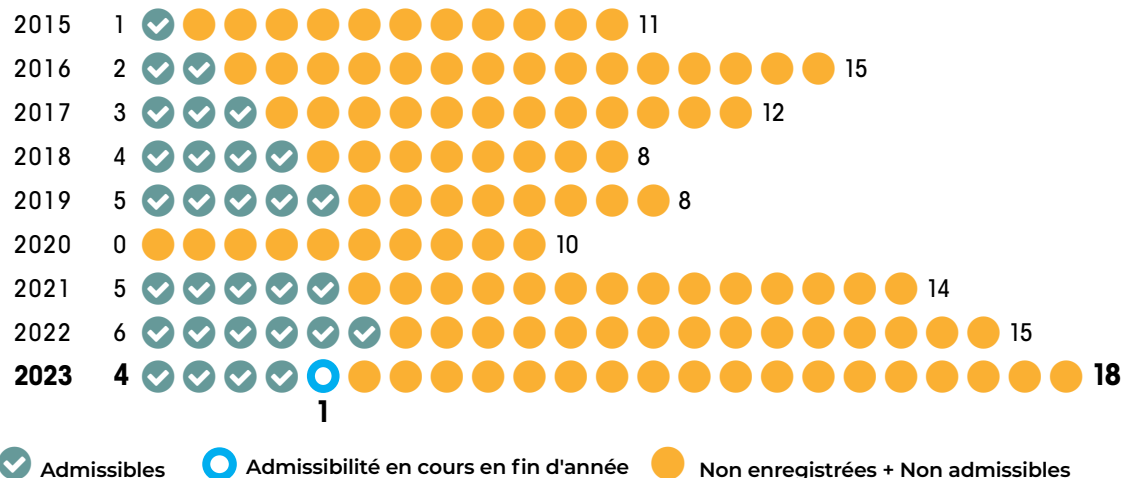
| Requête | Pays | Nom e numéro de projet | Situation au 31 décembre 2023 | Pag. |
|-----------------------|------------|---|---|------|
| MICI-PE-2015-0094 | Pérou | Projet de cadastre, Titres de propriété et registre des terres rurales au Pérou - Troisième Phase (PTRT-3) (PE-L1026) | PHASE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ En investigation | 44 |
| MICI-BID-HA-2017-0114 | Haïti | Programme d'Infrastructure Productive — Requête II (HA-L1055) | PHASE DE CONSULTATION Suivi des accords | 30 |
| MICI-CII-CO-2018-0133 | Colombie | Projet hydroélectrique d'Ituango (11794-04) | PHASE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ En attente du plan d'action de la Direction | 46 |
| MICI-CII-GU-2018-0136 | Guatemala | Générateur San Mateo S.A. et Générateur San Andrés S.A. (GU3794A-01, GU3798A-01) | PHASE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ Suivi du plan d'action de la Direction | 48 |
| MICI-BID-AR-2019-0148 | Argentine | Programme d'assainissement environnemental du bassin de la rivière Reconquista — Requête III (AR-L1121) | PHASE DE CONSULTATION Suivi des accords | 32 |
| MICI-CII-CO-2019-0152 | Colombie | Route à Péage 4G - Ruta del Cacao (12252-01) | PHASE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ En investigation | 50 |
| MICI-BID-AR-2021-0164 | Argentine | Programme de Développement des Zones Métropolitaines Hors de la Capitale II (AR-L1243) | PHASE DE CONSULTATION Suivi des accords | 33 |
| MICI-BID-AR-2021-0170 | Argentine | Programme de Gestion Intégrée des Déchets Solides Urbains — Requête II (AR-L1151) | PHASE DE CONSULTATION Suivi des accords | 34 |
| MICI-BID-CR-2021-0171 | Costa Rica | Programme Réseau routier cantonal II (CR-L1065) | PHASE DE CONSULTATION Suivi des accords | 35 |
| MICI-BID-AR-2022-0182 | Argentine | Programme de Gestion Intégrée des Déchets Solides Urbains — Requête IV (AR-L1151) | PHASE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ En investigation | 51 |
| MICI-BID-CO-2022-0184 | Colombie | Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête IV (CO-L1234) | PHASE DE CONSULTATION Clôturée après la mise en oeuvre des accords | 36 |
| MICI-BID-AR-2022-0188 | Argentine | Programme d'assainissement environnemental du bassin de la rivière Reconquista — Requête V (AR-L1121) | PHASE DE CONSULTATION En processus de dialogue | 37 |
| MICI-BID-BR-2022-0189 | Brésil | Programme national de développement du tourisme - PRODETUR National- Rio de Janeiro (BR-L1210) | PHASE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ Sélection du panel d'investigation | 53 |
| MICI-BID-CO-2022-0192 | Colombie | Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête V (CO-L1234) | PHASE DE CONSULTATION En processus de dialogue | 38 |
| MICI-CII-UR-2022-0199 | Uruguay | Ligne de transmission verte Tacuarembó-Salto — Requête II (12220-01) | PHASE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ Sélection du panel d'investigation | 54 |
| MICI-BID-AR-2022-0201 | Argentine | Projet d'amélioration du chemin de fer General San Martín : branche Retiro-Pilar (AR-L1267) | CLÔTURÉE — Inadmissible | 56 |
| MICI-BID-BR-2023-0203 | Brésil | Programme de Structuration Urbaine de São José dos Campos — Requête IV (BR-L1160) | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 61 |
| MICI-BID-CO-2023-0204 | Colombie | Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête IX (CO-L1234) | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-BID-CO-2023-0205 | Colombie | Programme Colombie Durable (CO-L1166) | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |

| Requête | Pays | Nom e numéro de projet | Situation au 31 décembre 2023 | | Pag. |
|------------------------------|------------------------|--|-------------------------------|--|------|
| MICI-BID-BO-2023-0206 | Bolivie | Programme de Gestion du Tourisme du Patrimoine Culturel (BO-L1182) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-BID-AR-2023-0207 | Argentine | Programme d'eau et d'assainissement pour les zones métropolitaines — Requête II (AR-L1162) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 61 |
| MICI-BID-PR-2023-0208 | Paraguay | Réaménagement, Modernisation des Transports Publics Métropolitaines et Services Gouvernementaux — Requête III (PR-L1044) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-BID-EC-2023-0209 | Équateur | Programme d'eau et d'assainissement pour le canton de Portoviejo (EC-L1248) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-CII-CO-2023-0210 | Colombie | Concession de la Route Pamplona-Cúcuta - Bonus Social (14094-01) | | PHASE DE CONSULTATION Clôturée, en cours de transfert vers Vérification de la Conformité | 39 |
| MICI-BID-AR-2023-0211 | Argentine | Programme d'eau et d'assainissement pour les zones métropolitaines — Requête III (AR-L1162) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 61 |
| MICI-BID-CR-2023-0212 | Costa Rica | Programme d'infrastructures de transport (PIT) (CR-L1032) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-BID-BR-2023-0213 | Brésil | Programme de Mobilité Urbaine Durable de Curitiba (BR-L1532) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-BID-BO-2023-0214 | Bolivie | Dynamiser l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation en Bolivie — Requête II (BO-T1346) | | PHASE DE CONSULTATION Suivi des accords | 40 |
| MICI-BID-SU-2023-0215 | Suriname | Programme de Modernisation de l'approvisionnement en Eau (SU-L1058) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-BID-BR-2023-0216 | Brésil | Programme de Mobilité Urbaine Durable de Curitiba — Requête II (BR-L1532) | | PHASE DE CONSULTATION Suivi des accords | 41 |
| MICI-BID-DR-2023-0217 | République Dominicaine | Programme d'amélioration de la Connectivité pour la Transformation Numérique en République Dominicaine (DR-L1147) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-CII-EC-2023-0218 | Équateur | Procesadora Nacional de Alimentos, C.A. ("PRONACA") et La Estancia Investment Holding, S.L. ("La Estancia") (11598-04) | | PHASE DE CONSULTATION Évaluation pour le processus de dialogue | 42 |
| MICI-BID-GU-2023-0219 | Guatemala | Programme de Renforcement et de Modernisation du Ministère Public (GU-L1095) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-BID-BR-2023-0220 | Brésil | Programme de Réhabilitation Urbaine et de Résilience dans les Zones Vulnérables sur le Plan Socio-environnemental - ProMorar Recife (BR-L1609) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-BID-CO-2023-0221 | Colombie | Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête X (CO-L1234) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-BID-BR-2023-0222 | Brésil | Programme de Développement Urbain Intégré et Durable de la Municipalité de Joao Pessoa (BR-L1421) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-BID-CO-2023-0223 | Colombie | Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête XI (CO-L1234) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 60 |
| MICI-BID-AR-2023-0224 | Argentine | Programme Provincial de Services Agricoles - PROSAP IV (AR-L1198) | | CLÔTURÉE — Non enregistrée | 61 |
| MICI-BID-BO-2023-0225 | Bolivie | Programme de Mise en Valeur des Terres rurales et de Délivrance de Titres de Propriété (BO-L1113) | | ADMISSIBILITÉ — En cours | 57 |

Les requêtes en chiffres

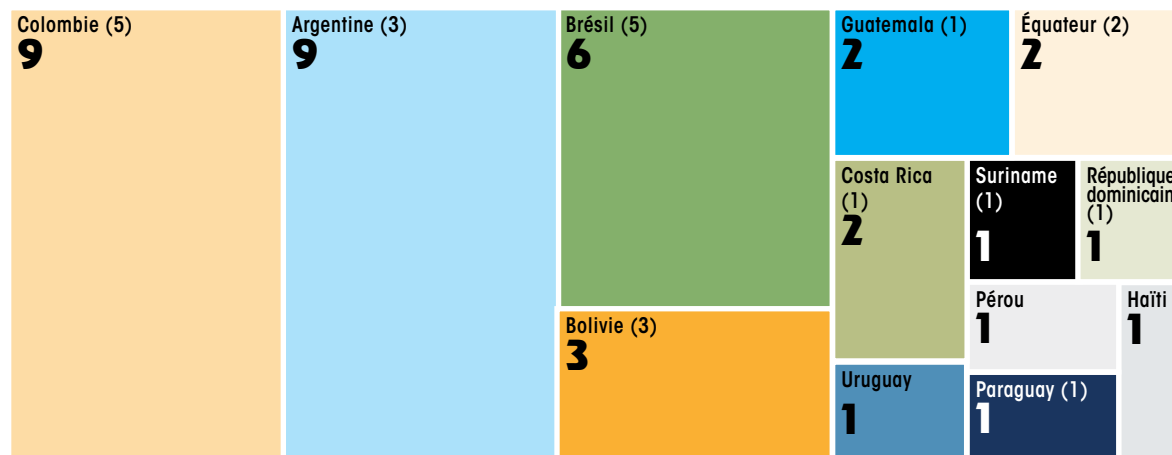
Évolution des requêtes reçues

Depuis 2020, le nombre de requêtes reçues augmente d'année en année. Parmi les 23 nouvelles requêtes reçues dans l'année, 78 % n'ont pas été enregistrées, ce qui représente l'un des pourcentages les plus élevés de ces neuf dernières années.



De quels pays émanent les requêtes ?

Les 39 requêtes proviennent de 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. L'Argentine (neuf), la Colombie (neuf) et le Brésil (six) sont les pays affichant le plus grand nombre de requêtes.



Source de tous les graphiques : MICI, système de gestion des requêtes.

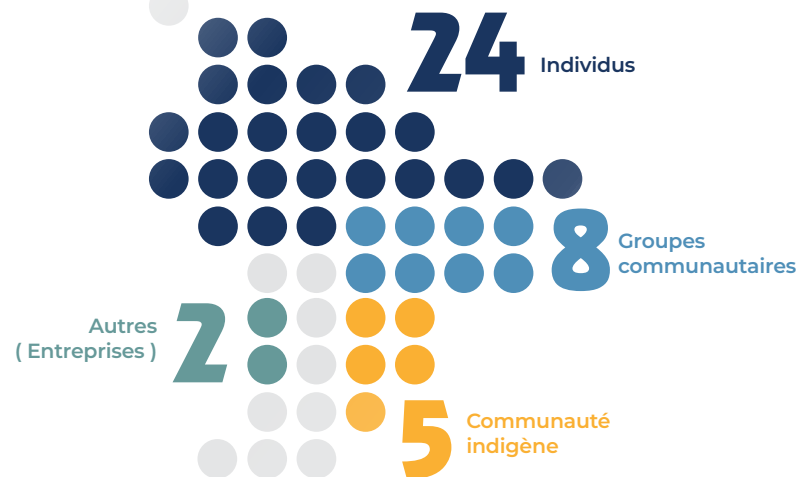
Requêtes reçues en 2023

Les 23 dossiers reçus en 2023 proviennent de 10 pays, principalement du Brésil (cinq) et de la Colombie. Parmi les cinq nouvelles requêtes de Colombie, trois concernent un même projet.

Requêtes gérés par pays. Entre parenthèses, les nouvelles requêtes reçues en 2023

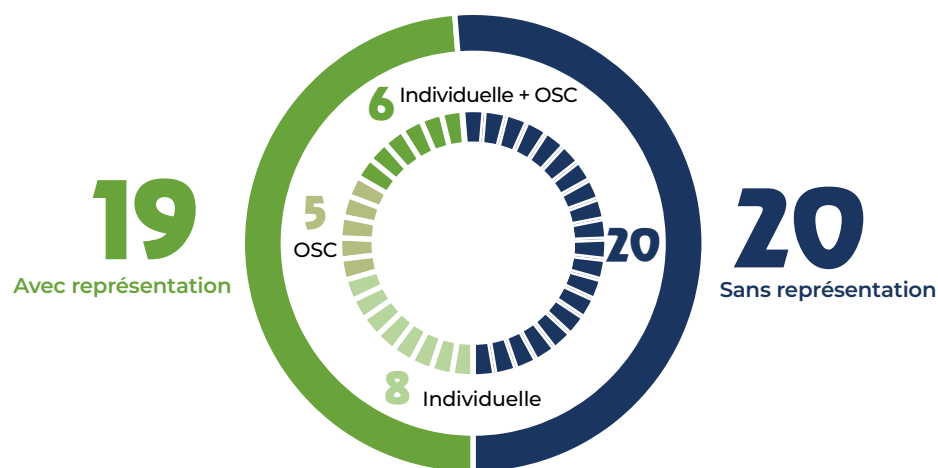
Qui dépose les requêtes ?

La majorité des 39 requêtes gérées en 2023 ont été déposées par des particuliers à titre personnel : elles représentent 24 requêtes au total. Parmi les autres, huit proviennent de groupes communautaires et cinq de communautés indigènes.



Requêtes gérés en 2023, par type de requérant

La majeure partie des requêtes gérées (20 sur 39) ont été déposées directement au MICI, sans le soutien d'une organisation ou d'un représentant qui les aurait conseillés. Les organisations de la société civile ont présenté 11 dossiers, soit 28 % du total. Pour les huit autres dossiers, un particulier est intervenu en tant que représentant.



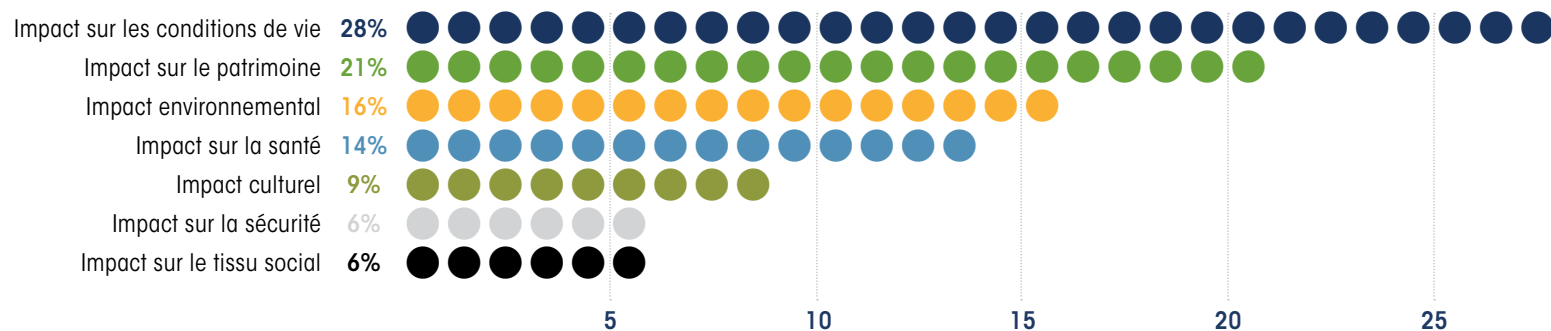
Requêtes gérés en 2023, par représentation

Requêtes reçues en 2023

En 2023, les organisations de la société civile sont intervenues dans le cadre de trois nouvelles requêtes, tandis que la plupart des nouveaux dossiers (18) ont été déposés directement par des particuliers.

Quels sont les types de préjudice allégués ?

Dans la grande majorité des cas, les préjudices allégués par les communautés requérantes concernent des répercussions sur leurs conditions de vie (28), devant celles sur le patrimoine (21), les impacts environnementaux (16) et sur la santé (14). En comparaison avec les années précédentes, aucun changement significatif n'est observé concernant les types de préjudices allégués.



Requêtes gérés en 2023, en raison de dommages allégués

Quel est le risque environnemental des projets

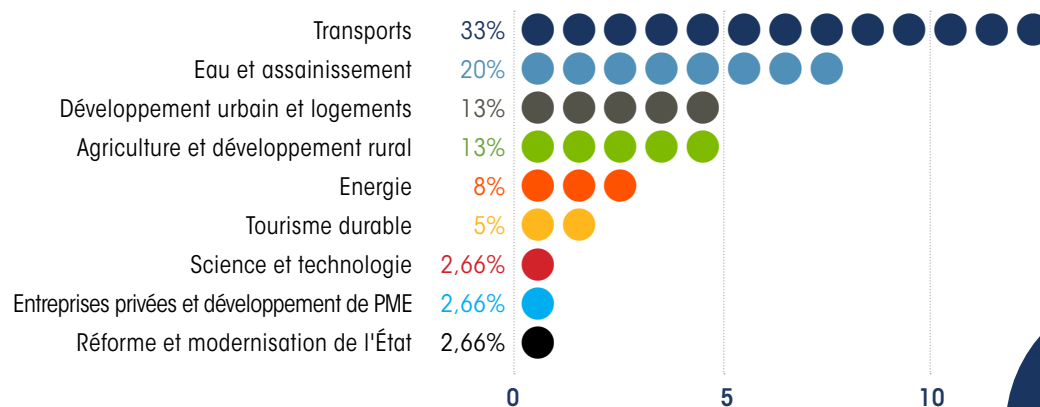
Les projets classés dans la catégorie de risque modéré pour l'environnement (catégorie B), impliquant des répercussions localisées et de courte durée pour lesquelles des mesures d'atténuation efficaces sont disponibles, réunissent plus de la moitié des requêtes (22). En second lieu, les opérations susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux potentiellement plus élevés ou de profondes implications sur les ressources naturelles (catégorie A) représentent 39 % des requêtes. Ces chiffres sont similaires à ceux enregistrés ces deux dernières années à l'exception de 2022, où les projets de catégorie A ont augmenté de 11 points.



Requêtes gérés en 2023, par catégorie environnementale

Quels types de projets donnent lieu aux requêtes ?

Les secteurs des transports (13 dossiers) et de l'eau et l'assainissement (huit dossiers) recueillent plus de la moitié des requêtes. Cette année, le portefeuille affiche une hausse des requêtes liées au secteur du développement urbain et du logement (cinq) et à celui de l'agriculture et du développement rural (cinq également), tandis que le secteur de l'énergie passe du 3e au 5e rang avec trois requêtes.



Requêtes gérés en 2023, par secteur

Les requêtes relatives aux projets de la BID avec des gouvernements et des administrations publiques représente 82 %. Celles associées au secteur privé ont légèrement diminué avec sept requêtes, dont six concernant BID Invest et une BID Lab.

Requêtes reçues en 2023

Par ailleurs, le secteur des transports est celui qui a reçu le plus grand nombre de nouvelles requêtes en 2023 avec huit requêtes (soit 34 % des nouvelles plaintes). Quatre nouvelles requêtes concernaient le secteur de l'eau et de l'assainissement et quatre autres celui de l'agriculture et du développement rural. Pour la première fois, une requête a été déposée en lien avec le secteur des sciences et technologies.

Gestion des requêtes présentant un risque de représailles

Le MICI adhère au principe de la tolérance zéro à l'égard de toute forme de représailles envers les personnes et organisations qui déposent une requête ou qui souhaitent s'adresser au Mécanisme.



43%

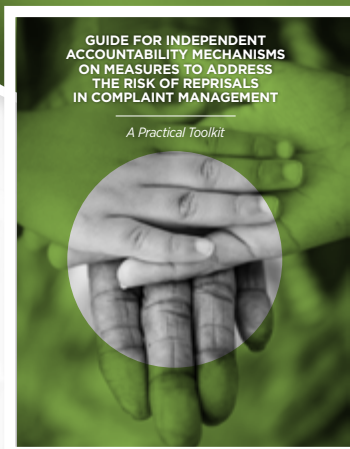
Dans le cas de 17 dossiers sur les 39 gérés cette année (soit **43 %**), les requérants ont indiqué craindre des représailles du fait de s'adresser au MICI et ont demandé que leur identité reste confidentielle.

Risque de représailles lié aux requêtes gérées en 2023

Dans le cas de 17 dossiers sur les 39 gérés cette année (soit 43 %), les requérants ont indiqué craindre des représailles du fait de s'adresser au MICI et ont demandé que leur identité reste confidentielle. Dans ces situations, les requérants n'ont pas l'obligation de consulter au préalable d'autres instances du Groupe de la BID et le MICI protège leur identité à chaque étape du processus.

En 2019, face à une augmentation du nombre de requérants faisant état de représailles, le MICI a décidé de publier un guide pratique, à l'adresse de tous les mécanismes indépendants de reddition de comptes, pour faire face à ces situations. Un an après, le MICI a mis en place des lignes directrices contenant les orientations et principes qui régissent l'ensemble des processus du Mécanisme, afin de gérer adéquatement ces situations.

Guide pour les mécanismes indépendants de reddition des comptes sur les mesures à prendre pour faire face au risque de représailles dans la gestion des requêtes: une boîte à outils pratique



Lignes directrices pour réduire les risques de représailles dans la gestion des requêtes



La gestion en **2023** au cas par cas



An aerial photograph of a lush tropical forest. A wide river flows through the center of the landscape, surrounded by a thick layer of mist or low clouds. The sky is a deep blue with some light clouds. The overall scene is serene and natural.

Dossiers gérés en Phase de Consultation

Programme d'Infrastructure Productive — Requête II

MICI-BID-HA-2017-0114

HAÏTI

Ouverte — Suivi des accords



La BID finance la construction du Parc industriel de Caracol (PIC), près des communes de Caracol, Limonade, Trou du Nord et Terrier Rouge, et le développement du nord d'Haïti par le biais de diverses opérations non remboursables, dans l'objectif d'encourager l'investissement privé et la création de nouveaux emplois.

Le Kolektif Peyzan Tè Chabe (Kolektif), composé d'environ 420 familles, a présenté la requête avec la représentation et le soutien de l'Accountability Counsel, de l'Action Aid Haïti et de l'AREDE. La requête indique que la construction sans préavis de la barrière délimitant le périmètre du Parc leur empêche l'accès aux parcelles de terrain qui constituaient leurs moyens de subsistance. Ils allèguent que le processus de consultation a été mené tardivement, sur la base d'informations insuffisantes et avec des organisations qui ne les représentaient pas. Les requérants indiquent également que les montants compensatoires qu'ils ont fini par recevoir n'étaient pas suffisants et qu'ils se trouvent à présent dans des conditions précaires de subsistance. Ils soutiennent ne pas pouvoir assurer la sécurité alimentaire de leur famille en raison de la perte de revenus et que leurs enfants ont abandonné l'école parce qu'ils ne pouvaient pas payer les frais de scolarité. Les femmes affirment être particulièrement touchées par les conséquences négatives sur la cohésion familiale qu'a provoquées le déplacement pour motif économique.

Gestion du MICI en 2023

La requête est en suivi d'accord depuis décembre 2018. La situation générale du pays, en raison de l'instabilité engendrée par l'insécurité et la crise politique, a compliqué la mise en œuvre complète de l'accord. Cependant, le fort engagement et la flexibilité démontrés par les parties ont permis des avancées notables au niveau des quatre principaux piliers de l'accord, qui sont proches d'être finalisés. En effet, les engagements concernant la distribution d'équipements agricoles spécialisés et la formation professionnelle ont été intégralement tenus, tandis que le programme d'enseignement et accès aux microcrédits affiche un état d'avancement de 89 %. À la fin de l'année 2023, 51 % des engagements en matière d'accès aux terres étaient mis en œuvre, soit une hausse de 21 points par rapport à l'année précédente.

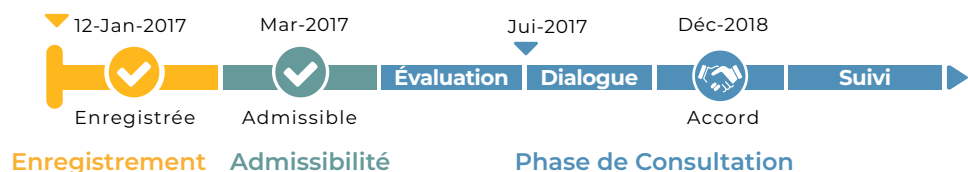
Conformément à la Politique MICI-BID, le suivi de ce dossier devait arriver à son terme en décembre 2023. Cependant, compte tenu de la complexité et du degré d'avancement du volet sur l'accès aux terres, les organisations intervenant aux côtés des requérants ont demandé une prolongation du suivi d'une année supplémentaire. En septembre 2023, le Conseil d'administration a approuvé cette prolongation, pour la première fois pour un dossier reçu dans le cadre de l'actuelle Politique du Mécanisme.

Opération de prêt : HA-L1055

Catégorie environnementale : A (auparavant B)

Secteur : Développement urbain et logements

Financement de la BID : 55 000 000 USD



En matière de gestion, le MICI a animé quatre réunions du comité de suivi : trois en format virtuel et un en présentiel. L'équipe de la Phase de Consultation s'est rendue à Caracol pour participer à deux journées de séances préparatoires avec les parties. Le Mécanisme a également maintenu un contact permanent avec les parties au travers de réunions bilatérales (visioconférences et appels téléphoniques) pour observer les progrès des différents points convenus et pour identifier les défis et les actions de mise en œuvre.



Les points forts

Si l'accès aux terres revêt une forte valeur symbolique pour le groupe de requérants, sa mise en œuvre n'en demeure pas moins difficile. Compte tenu de sa complexité et afin d'atteindre l'objectif de rétablir les moyens de subsistance des requérants, les parties ont convenu en 2023 une feuille de route pour mener à bien cette mission. Cette feuille de route définit des échéances pour la remise des terres et l'étude de documents cadastraux. Les personnes qui n'ont pas pu obtenir un titre de propriété aux dates convenues ont eu le choix entre des équipements spécialisés et le programme d'enseignement et accès aux microcrédits. L'année supplémentaire de suivi sera axée sur les terres restant à remettre et la mise en œuvre des programmes alternatifs pour ceux qui ont changé d'option.

Photos : Rencontres lors de la mission d'avril à Caracol, Haïti.



Programme d'assainissement environnemental du bassin de la rivière Reconquista — Requête III

MICI-BID-AR-2019-0148

ARGENTINE

Ouverte — Suivi des accords

Le programme, financé par la BID au moyen d'un prêt, a pour objectif de restaurer la qualité environnementale du bassin de la rivière Reconquista à travers la mise en œuvre d'un plan de gestion intégrée du bassin. Le plan privilège les investissements destinés à améliorer la gestion des déchets solides ; augmenter la couverture en réseaux d'eau potable, d'égouts et de traitement des eaux usées ; améliorer la connectivité et l'accès aux quartiers périphériques ; et renforcer la gestion opérationnelle du Comité du bassin de la rivière Reconquista.

La requête a été présentée par des résidents de diverses localités du bassin fluvial des provinces de Buenos Aires et de Tigre, qui allèguent que le programme n'a pas tenu compte des enjeux que présente le bassin en tant qu'unité territoriale ni de la capacité du corps récepteur du fleuve. À cet égard, ils dénoncent la forte contamination et les impacts négatifs sur la qualité de vie et la santé des habitants du bassin inférieur, qui pourraient s'aggraver si la contamination industrielle et la pollution par les eaux usées ne sont pas prises en compte. Ils font également état des effets de la construction du canal Aliviador/ bassin national d'aviron du fait de la modification de la dynamique hydrique et de la transformation du Delta en destination finale d'eaux fortement polluées. Par ailleurs, ils indiquent une absence d'accès aux informations pertinentes, ainsi qu'une absence de consultations et d'instances de participation pour la population touchée.

Opération de prêt : AR-L1121
Catégorie environnementale : A
Secteur : Eau et assainissement
Financement de la BID : 230 000 000 USD



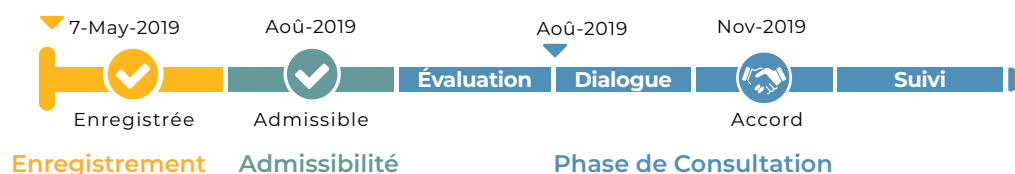
Gestion du MICI en 2023

Le dossier en est au suivi des accords depuis novembre 2019. Tout au long de l'année, le MICI a vérifié la poursuite de la progression de trois des quatre volets de l'accord, à savoir : disponibilité d'informations sur le suivi trimestriel de la qualité des eaux, programme de gestion des effluents et études des impacts cumulatifs dans le delta.

D'un commun accord entre les parties, l'INA (Instituto Nacional de Aguas) a été intégré en tant qu'organisme technique et impartial afin d'identifier des mesures pour atténuer la pollution des îles du delta du Paraná. En juillet, l'INA a communiqué un plan de travail indicatif et mené deux campagnes d'évaluation avec la participation des requérants.

Les points forts

Les efforts et la flexibilité des parties et du processus jouent un rôle essentiel pour créer des alternatives qui favorisent la mise en œuvre des engagements proposés. Dans ce dossier, le choix d'un organisme impartial comme l'INA et la participation directe du groupe de requérants aux campagnes d'évaluation se sont révélés déterminants pour susciter la confiance dans les résultats du processus.



Programme de Développement des Zones Métropolitaines Hors de la Capitale II

MICI-BID-AR-2021-0164

ARGENTINE

Ouverte — Suivi des accords



La BID soutient le « Plan de réaménagement et de réhabilitation du terrain comprenant l'hôpital universitaire Eva Perón et le foyer-école Juan Domingo Perón » à Granadero Baigorria, dans la province de Santa Fe, en Argentine, par le biais d'un prêt pour le « Programme de développement des zones métropolitaines de l'arrière-pays II ». Le projet consiste en la mise en valeur et la réhabilitation d'un terrain urbain de 53 hectares situé au centre-ville, qui présente une valeur historique, urbaine et environnementale. Les travaux comprennent, notamment, des infrastructures d'eau, d'égouts, de gaz et d'électricité, l'éclairage public, le mobilier urbain, la création de réservoirs d'eau de pluie et le boisement d'espaces verts.

En février 2021, 81 résidents de la ville, qui ont requis l'anonymat, ont déposé une plainte auprès du MICI pour des potentiels impacts négatifs du complexe sur l'environnement, la santé et le patrimoine historique. Selon les requérants, ces impacts n'ont pas été correctement déterminés avant l'intervention dans la zone, et aucun processus adéquat de consultation, d'information et de communication publique n'a été mené auprès de la population touchée.

Gestion du MICI en 2023

En 2023, le Mécanisme a continué de suivre la mise en œuvre des accords conclus en août 2021, dans le cadre d'un contact étroit avec les parties et, principalement, de façon bilatérale.

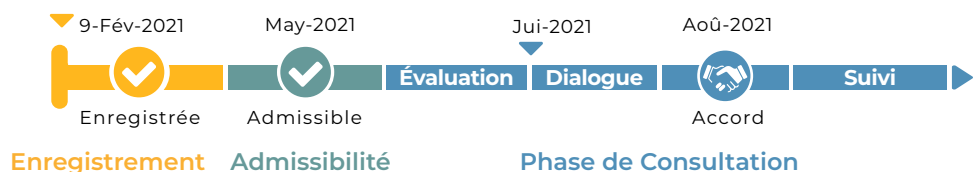
Le suivi a mis en évidence des avancées dans la mise en œuvre des engagements pris, notamment en ce qui concerne le reboisement et le processus de consultation au sujet de la mise en place de régimes légaux de gouvernance du terrain. Par ailleurs, la question du transfert de rues à la commune a progressé avec l'arrivée du projet de loi à la Chambre des sénateurs de la province de Santa Fe. Enfin, des progrès ont été constatés dans l'installation des panneaux de signalisation, ralentisseurs et garde-corps. La mise en œuvre de certains engagements non encore exécutés requiert l'achèvement des travaux, qui sont à 99 % terminés.

Opération de prêt : AR-L1243

Catégorie environnementale : B

Secteur : Développement urbain et logements

Financement de la BID : 40 000 000 USD



Programme de Gestion Intégrée des Déchets Solides Urbains — Requête II

MICI-BID-AR-2021-0170

ARGENTINE

Ouverte — Suivi des accords

Le projet « Ecoparque Ambiental de Chascomús » vise à assainir et à fermer la décharge de Chascomús située dans la province de Buenos Aires, en Argentine, et à construire un écocentre destiné à assurer une récupération maximale des matériaux et la mise en décharge d'un minimum de déchets. La BID finance un prêt de 150 millions de dollars sur un projet de 187 millions de dollars.

En juillet 2021, 30 résidents de Chascomús, qui ont requis l'anonymat, ont déposé une requête pour de potentiels dommages environnementaux à la communauté, à la santé ainsi qu'à leur patrimoine et leur économie, avec une incidence différenciée sur les moyens de subsistance de certaines productrices, agricultrices et éleveuses. Leurs principales préoccupations portent sur la capacité de drainage du terrain où il est prévu de construire l'écocentre, la contamination possible du système de zones humides de la région, la pollution des puits d'eau et la perte potentielle de valeur et de la capacité de production des terrains voisins, ainsi que les répercussions potentielles sur la faune naturelle.

Gestion du MICI en 2023

En 2022, les parties ont signé un accord partiel intégrant des engagements sur la conception définitive du projet et les domaines spécifiques devant être inclus dans l'étude des

Opération de prêt : AR-L1151
Catégorie environnementale : B
Secteur : Eau et assainissement
Financement de la BID : 150 000 000 USD



impacts environnementaux et sociaux (EIAS) et le Plan de gestion environnementale et sociale. En mai, les parties ont repris ensemble leurs travaux conformément à ce qui avait été convenu, et un dialogue a été mis en place concernant l'EIAS. Au cours de la séance, aucun nouvel engagement n'a été ajouté à ceux préalablement définis dans l'accord partiel de 2022, si bien que l'accord final a pu être signé et l'étape de dialogue clôturée.

Après la ratification de l'accord, l'étape de suivi a démarré, ponctuée de plusieurs réunions bilatérales.

Les points forts

L'accord conclu couvre, notamment, différents aspects liés au suivi des eaux souterraines et de surface, ainsi que l'élaboration d'une étude qualitative sur de potentielles pertes de valeur des terrains situés dans la zone d'influence directe du projet. La méthodologie de dialogue en deux temps appliquée dans le cadre de ce dossier a permis de parvenir à un accord, d'appuyer l'EIAS et d'apporter une réponse aux principales préoccupations exposées.

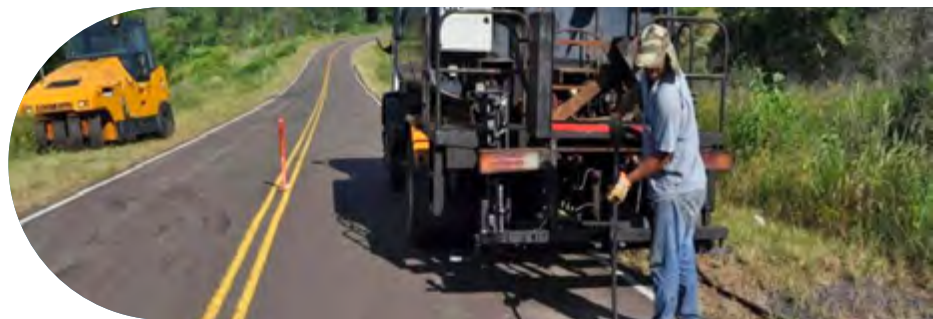


Programme Réseau routier cantonal II

MICI-BID-CR-2021-0171

COSTA RICA

Ouverte — Suivi des accords



L'objectif précis du programme Red Vial Cantonal II, financé par la BID, est l'amélioration du réseau routier cantonal, par des interventions de réhabilitation et d'entretien intégrant des adaptations au changement climatique, qui se traduiront par une réduction du temps de trajet et des coûts d'exploitation et par le renforcement des institutions responsables de la gestion du réseau routier.

Un groupe de 28 résidents du canton de Buenos Aires, province de Puntarenas, Costa Rica, a présenté cette requête liée à la mise en œuvre de deux projets dans le cadre du programme. Plus précisément, la requête présente les impacts du programme sur leurs conditions de vie en raison des répercussions sur les routes d'accès aux territoires indigènes de Salitre et d'Ujarrás, et sur d'autres routes du réseau routier du canton ; les impacts socio-environnementaux résultant de l'installation d'un concasseur ; et le manque d'information publique et de mécanismes d'assistance à la communauté.

Gestion du MICI en 2023

Au cours de la deuxième année de suivi de l'accord, le MICI a maintenu une communication constante avec les parties. Compte tenu de l'imminence d'un nouveau retard dans les travaux en

cours, les parties ont convenu d'un nouveau schéma de suivi participatif et d'un nouveau calendrier pour la mise en œuvre effective et complète de l'accord. Ce nouveau schéma permet de contrôler conjointement le processus de passation de marchés publics à travers des mises à jour régulières et des réunions hebdomadaires sur le terrain pendant l'exécution des travaux.

Après quelques retards, une dernière procédure de passation de marchés publics s'est conclue avec succès, permettant de lancer les travaux restant à réaliser, dont l'achèvement est prévu au premier trimestre 2024. Ces retards, bien qu'échappant au contrôle des parties et liés à la volonté de faire appliquer un processus d'appel d'offres intégral et transparent, ont empêché de surmonter les réticences et problématiques soulevées par les requérants deux les 2 axes en cours.

Les points forts

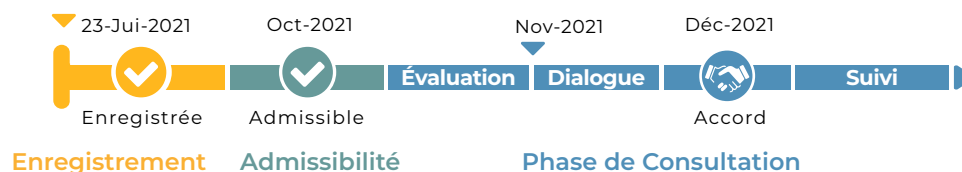
Le nouveau schéma de suivi participatif, convenu dans le cadre du comité de suivi des accords, démontre la flexibilité et le comportement constructif des parties – des conditions essentielles pour mettre en place les solutions concertées.

Opération de prêt : CR-L1065

Catégorie environnementale : B

Secteur : Transports

Financement de la BID : 144 036 000 USD



Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête IV

MICI-BID-CO-2022-0184

COLOMBIE

Clôturée après la mise en oeuvre des accords

En raison de cette opération, la BID offre une assistance technique et appuie le financement du début des travaux pour la première ligne du métro de Bogotá par le biais de deux composantes : des activités préparatoires, travaux publics et supervision ; et la gestion environnementale et sociale du projet.

Le 15 février 2022, le MICI a reçu une demande de la part d'un groupe de 17 citoyens ayant des locations, des biens immobiliers ou des commerces situés rue 24 et avenue Caracas dans la zone du centre de Bogotá, quartier de Santa Fe.

Bien que chaque requérant ait présenté une situation particulière, de manière générale tous ont décrit des dommages économiques potentiels à la propriété et à leurs conditions de vie et leur santé, en raison éventuellement des procédures de relogement et expropriation pour construire le projet.

Gestion du MICI en 2023

En décembre 2022, le MICI a constaté la mise en œuvre des six accords, que les parties ont conclus en juin et août 2022 au cas par cas pour prendre en compte les spécificités propres à chaque situation.

Opération de prêt : CO-L1234
Catégorie environnementale : A
Secteur : Transports
Financement de la BID : 70 000 000 USD

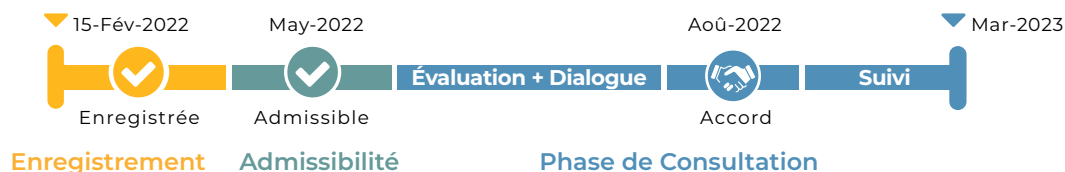


En mars 2023, la Phase de Consultation a été transférée à Bogotá dans le cadre de réunions bilatérales avec les parties, afin d'inspecter quelques biens immobiliers objets de la requête. Par la suite, les parties ont exprimé leur satisfaction à l'égard du résultat final du processus facilité par le MICI.

Après avoir vérifié la mise en œuvre intégrale des accords, le Mécanisme a préparé un rapport de clôture de la gestion du dossier.

Les points forts

C'est le premier dossier où plusieurs accords ont été signés pour une seule requête, permettant de répondre adéquatement aux besoins spécifiques de chaque requérant et de rétablir leurs conditions de vie. Grâce au regroupement des étapes d'évaluation et de dialogue, et à la méthodologie séquentielle de suivi, le MICI a contribué à la négociation réussie des six accords et a pu constater leur exécution effective en seulement 10 mois.



Programme d'assainissement environnemental du bassin de la rivière Reconquista — Requête V

MICI-BID-AR-2022-0188

ARGENTINE

Ouverte — En processus de dialogue

Le programme, financé par la BID au moyen d'un prêt, a pour objectif de recouvrer la qualité environnementale du bassin de la rivière Reconquista. Parmi les projets financés par le programme se trouve le projet « Réseaux de cloaques à Moreno Catonas IV Nord et Sud », qui sera construit dans le bassin moyen de la zone de Moreno et qui est mentionné dans la requête. Le projet prévoit la construction d'un réseau d'égouts et collecteurs jusqu'à un point de transfert dans un collecteur existant, la destination finale étant une usine de traitement des effluents.

Le 8 juillet 2022, un groupe de 60 résidents et résidentes de Villa Anita, zone de Moreno, dans la province de Buenos Aires, accompagnés par le procureur fédéral de la zone de Moreno, ont présenté une requête au MICI. Ils allèguent des préjudices potentiels à leur qualité de vie, la détérioration des espaces publics et de l'accès aux services publics en raison de l'interruption de la construction de la Phase 2 du projet.

Gestion du MICI en 2023

Le dossier en est au processus de dialogue depuis novembre 2022. Conformément au calendrier convenu lors de la première séance de dialogue et à l'échéancier des travaux, le MICI a

Opération de prêt : AR-L1121

Catégorie environnementale : A

Secteur : Eau et assainissement

Financement de la BID : 230 000 000 USD

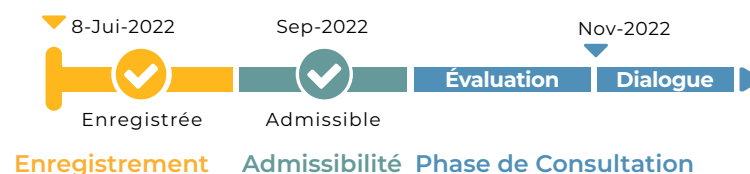


animé deux séances de dialogue en format virtuel, permettant l'échange d'informations entre les parties sans intermédiaire. Afin de laisser suffisamment de temps pour achever le processus d'adjudication et de signature du marché des travaux, le Conseil d'administration a approuvé la prolongation de six mois du processus de consultation, soit jusqu'au 24 avril 2024.

En novembre, l'agence d'exécution a atteint les jalons annoncés concernant la passation du marché. Les travaux devraient commencer au premier semestre de l'année.

Les points forts

Le groupe de requérants est notamment préoccupé par l'accès à l'information concernant la passation du marché et la construction du chantier. S'agissant d'un processus mené en parallèle avec celui du MICI, le maintien d'un contact constant avec les parties s'est révélé essentiel pour échanger des informations sur les jalons du processus, le calendrier provisoire et toute situation susceptible de porter atteinte à sa mise en œuvre.



Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête V

MICI-BID-CO-2022-0192

COLOMBIE

Ouverte — En processus de dialogue

Avec cette opération, la BID offre une assistance technique et appuie le financement du début des travaux pour la première ligne du métro de Bogotá par le biais de deux composantes : des activités préparatoires, des travaux publics et la supervision et gestion environnementale et sociale du projet.

Le 12 août 2022, le MICI a reçu une requête de la part de trois personnes propriétaires d'une société commerciale de service automobile opérant dans la zone de San Bernardo, au centre de Bogotá.

Les requérants allèguent des préjudices potentiels à leurs conditions de vie et leur patrimoine en raison de l'expropriation de leur centre de service pour la construction du Métro. Ils ajoutent également le manque d'informations disponibles et les contradictions dans les communications avec l'agence d'exécution qui transparaissent dans tout le processus, ce qui a provoqué une atmosphère d'insécurité concernant son futur.

Gestion du MICI en 2023

Au cours de l'étape d'évaluation de la Phase de Consultation, qui a débuté en octobre 2022, il a été convenu de solliciter les services d'un expert indépendant pour l'évaluation cadastrale, objet principal de la requête. En mai, la Phase a permis l'organisation de séances de travail en présentiel avec les parties, lors desquelles la Sociedad

Opération de prêt : CO-L1234

Catégorie environnementale : A

Secteur : Transports

Financement de la BID : 70 000 000 USD



Colombiana de Ingenieros (SCI) a présenté en détail son étude technique complète et répondu aux questions et commentaires soulevés.

Suite aux nombreux échanges avec les requérants, la BID et l'agence d'exécution, et aux visites de la zone d'impact du projet, l'équipe de la Phase de Consultation a identifié plusieurs facteurs susceptibles de porter atteinte au processus de résolution des conflits, notamment le montant élevé de l'indemnité financière réclamée, les conclusions de l'étude technique complète de la SCI, les changements intervenus dans l'équipe de gestion foncière d'EMB (l'agence d'exécution du projet), le temps écoulé, le processus de conciliation préjudiciel en cours et les élections locales à Bogotá. Cependant, les parties n'ont pas renoncé à la possibilité de résoudre le conflit par le dialogue, et les échanges et séances de travail ont été respectueux, sincères et utiles, en permettant la conclusion d'accords procéduraux. Par conséquent, le MICI a établi son rapport d'évaluation en précisant que les conditions étaient réunies pour entamer un processus de dialogue.

Les points forts

Ce dossier a montré que les analyses techniques, comme l'examen indépendant de l'évaluation cadastrale proposé par le MICI, peuvent contribuer à rapprocher les positions des parties au sein d'espaces de dialogue et ainsi accroître les chances de parvenir à un accord.



Concession de la Route Pamplona-Cúcuta - Bonus Social

MICI-CII-CO-2023-0210

COLOMBIE

Ouverte — En cours de transfert vers Vérification de la Conformité

Le projet, financé par BID Invest, consiste en la construction, rénovation, réfection de revêtement et entretien de l'axe routier reliant les villes de Pampelune et Cúcuta dans le département de Norte de Santander, à travers les communes de Pamplonita, Chinácota, Bochalema et Los Patios.

La requête a été déposée par deux résidents de Cúcuta, alléguant un potentiel préjudice à leurs ressources économiques du fait de l'expropriation, sans compensation adéquate, d'une bande de terrain qui accueille une concession minière dont ils sont propriétaires. Les requérants, représentés par un avocat auprès du MICI, font valoir une perte de profits et la non-prise en compte de la destruction d'infrastructures, la restriction de l'accès à la mine et les frais liés aux modifications des permis environnementaux.

Gestion du MICI en 2023

La requête a été déclarée admissible en août et transférée à la Phase de Consultation. Entre août et décembre, le MICI a organisé 10 réunions bilatérales avec les requérants, BID Invest et le client afin d'évaluer les conditions pour la conduite d'un processus de dialogue. Parmi les points abordés figuraient les intérêts et les résultats attendus par chacune des parties,



les éventuelles questions d'ordre du jour à traiter et les conditions minimales requises pour engager un dialogue.

En octobre, le Conseil d'administration a approuvé une prolongation de l'évaluation jusqu'au 20 décembre pour continuer d'étudier la viabilité d'un processus de dialogue. À cette date, il a été constaté que les conditions nécessaires à un dialogue n'étaient pas réunies, si bien que la Phase de Consultation a été clôturée. À la fin de l'année, le dossier a été transféré en Phase de Vérification de la Conformité ; sa gestion a débuté en 2024.

Les points forts

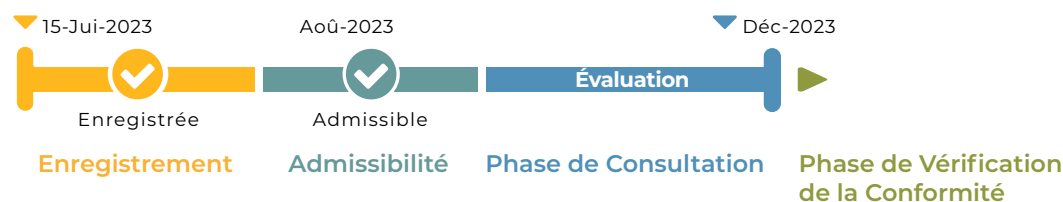
Avant de se présenter au MICI, les requérants ont déposé leur requête auprès de différentes instances, notamment à la justice colombienne et au Mécanisme de traitement des plaintes de BID Invest, avec lequel ils ont recherché des solutions pendant près de 8 mois. Ainsi, la requête est intervenue dans un contexte de conflit antérieur lié à des questions similaires et après plusieurs tentatives de dialogue infructueuses.

Opération de prêt : 14094-01

Catégorie environnementale : A

Secteur : Transports

Financement de la BID Invest : 175 000 000 USD



Dynamiser l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation en Bolivie — Requête II

MICI-BID-BO-2023-0214

BOLIVIE

Ouverte — Suivi des accords

Ce projet concerne une coopération technique de BID Lab qui vise principalement à dynamiser l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation en Bolivie, en favorisant l'émergence d'un plus grand nombre d'initiatives novatrices, d'évènements propices au renforcement des liens entre les acteurs et d'une offre de services plus riche qui réponde aux besoins des entrepreneurs.

La requête a été déposée en juillet par un groupe de requérants, qui ont requis l'anonymat, alléguant un préjudice causé par des actes de discrimination et de censure liés au genre dans l'environnement de travail, ainsi que par les répercussions de cette situation sur leurs conditions de vie.

Gestion du MICI en 2023

En septembre, le MICI a conclu que la requête répondait à l'ensemble des critères d'admissibilité et l'a transférée à la Phase de Consultation. En octobre, une mission d'évaluation a été lancée à Santa Cruz de la Sierra, au cours de laquelle les parties ont exprimé leur volonté d'engager un processus de résolution des conflits. Des discussions ont eu lieu avec les parties, jusqu'au terme de la mission, sur les éventuels contenus et structure d'un accord préliminaire.

Coopération technique : BO-T1346

Catégorie environnementale : C

Secteur : Entreprises privées et développement de PME

Financement de la BID Lab : 750 000 USD

Entre octobre et décembre, le MICI a tenu différents échanges avec chacune des parties pour finaliser la rédaction des clauses de l'accord, qui a été signé de manière virtuelle le 15 décembre. Les parties ont convenu de la confidentialité du document et ont demandé au MICI d'en assurer le suivi pendant une durée de deux ans à compter de sa signature. Le MICI remettra le rapport conjoint sur l'Évaluation et le Processus de Phase de Consultation au Conseil d'administration en janvier 2024.

Les points forts

C'est la première requête où un accord portant exclusivement sur des questions d'équité de genre est conclu, et la première concernant un projet de BID Lab.

Compte tenu du caractère très sensible de la problématique, le MICI a élaboré un processus fondé sur les bons offices et mené environ 15 réunions bilatérales avec les parties. De plus, le processus a été mis en œuvre dans un cadre limité, ce qui a permis de regrouper les étapes d'évaluation et de dialogue. Le MICI reconnaît les efforts, les contributions et la flexibilité démontrés par les parties pour parvenir à cet accord.



Programme de Mobilité Urbaine Durable de Curitiba — Requête II

MICI-BID-BR-2023-0216

BRÉSIL

Ouverte — Suivi des accords



Le projet porte sur la réalisation de différents travaux en vue d'améliorer l'infrastructure des transports publics de la ville de Curitiba, dans l'État brésilien de Paraná.

La requête a été déposée en juillet par un groupe de résidents de Curitiba, alléguant un préjudice potentiel à leurs conditions de vie causé par l'expulsion d'un établissement commercial et le fait que le projet ne fait qu'indemniser les propriétaires, sans tenir compte du paiement des profits perdus ou de la réinstallation des occupants ou des locataires. Elle est liée à la requête MICI-BID-BR-2023-0213, qui n'a pas été enregistrée en raison de l'absence de contact préalable avec la Direction de la BID. Cependant, le groupe de requérants a décidé de s'adresser de nouveau au Mécanisme, considérant que leurs préoccupations demeuraient non résolues.

Gestion du MICI en 2023

En septembre, le MICI a conclu l'admissibilité de la requête et l'a transférée à la Phase de Consultation, conformément à la demande des requérants. En octobre, la Phase de Consultation s'est rendue à Curitiba et a tenu de nombreuses réunions présentielles, bilatérales et multilatérales, afin d'échanger des informations, des analyses et des préparatifs aux côtés des parties. Le MICI s'est également rendu dans l'immeuble devant être exproprié pendant

les heures de travail, afin d'évaluer son activité productive et sa complexité, en matière d'infrastructure et d'équipements requis.

Compte tenu de l'intérêt et de la volonté manifestes des parties à résoudre le conflit à travers un dialogue, le MICI a organisé et animé une réunion plénière de travail. Au cours de la séance, les trois parties ont convenu d'un ensemble de mesures d'accompagnement pour garantir le transfert de l'entreprise des requérants dans un nouveau bâtiment de façon efficace, planifiée et avec le minimum de répercussions sur leur activité productive. De plus, outre l'accord du MICI, les parties se sont engagées à mettre fin à toute procédure parallèle en cours. Le 30 octobre, les parties ont ratifié les engagements et signé un accord final. En décembre, après avoir obtenu la non-objection du Conseil d'administration, la Phase a amorcé le suivi de l'accord.

Les points forts

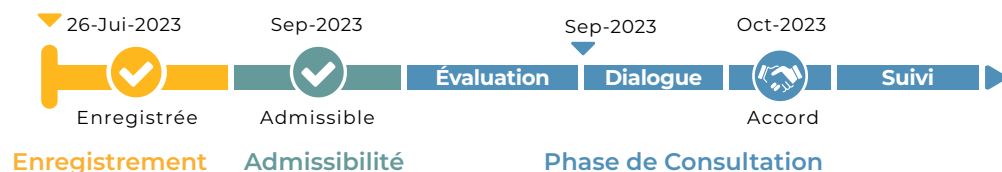
C'est le premier accord conclu au Brésil depuis l'entrée en vigueur de l'actuelle Politique du MICI, en 2014.

Opération de prêt : BR-L1532

Catégorie environnementale : B

Secteur : Transports

Financement de la BID : 133 400 000 USD



Procesadora Nacional de Alimentos, C.A. (“PRONACA”) et La Estancia Investment Holding, S.L. (“La Estancia”) MICI-CII-EC-2023-0218



ÉQUATEUR

Ouverte — Évaluation pour le processus de dialogue

BID Invest a accordé un prêt à l'entreprise Procesadora Nacional de Alimentos C.A. (PRONACA) pour financer son plan d'investissement 2019-2020 en vue d'une croissance organique en Équateur, du refinancement d'un prêt antérieur et afin de disposer de ressources pour acquérir l'entreprise Panavícola I, S.A. (« Toledano »), au Panamá. Plus précisément, les investissements en Équateur permettraient à PRONACA d'accroître la capacité de production aviaire et porcine installée, de moderniser et augmenter la productivité de ses installations et de renforcer ses politiques internes et d'efficacité opérationnelle.

La requête a été déposée en septembre par des peuples indigènes de la nation Tsáchila, habitants de la région de Santo Domingo de los Tsáchilas, en Équateur. Les communautés allèguent des préjudices environnementaux, du fait d'une pollution de cours d'eau et de l'air, ainsi que des impacts sur la santé et les moyens de subsistance communautaires, supposés liés au projet. Les requérants sont représentés, aux fins du processus MICI, par la CEDENMA (Coordinadora Ecuatoriana de Organizaciones para la Defensa de la Naturaleza y el Medio Ambiente). Ils bénéficient également de l'accompagnement des organisations Les Amis de la Terre et Bank Information Center.

Opération de prêt : 11598-04

Catégorie environnementale : B

Secteur : Agriculture et développement rural

Financement de la BID Invest : 50 000 000 USD

Gestion du MICI en 2023

La requête a été déclarée admissible en novembre et transférée à la Phase de Consultation. Entre novembre et décembre, la Phase a consisté en la tenue de réunions bilatérales avec les parties afin de mieux comprendre leurs positions, besoins et intérêts. En décembre, l'équipe du MICI s'est rendue à Santo Domingo et à Quito dans le but d'évaluer les conditions pour un processus de résolution de différends. Dans le cadre de cette mission, des réunions ont été organisées avec des requérants, dirigés par le Gouverneur de la nation Tsáchila, avec le PRONACA et avec BID Invest.





Dossiers gérés en Phase de Vérification de la Conformité



Projet de cadastre, Titres de propriété et registre des terres rurales au Pérou - Troisième Phase (PTRT-3)

MICI-PE-2015-0094

PÉROU

Ouverte — En investigation

La requête porte sur la 3e étape du Projet de cadastre, titres de propriété et enregistrement foncier des terres rurales au Pérou (PTRT3), qui vise à améliorer la sécurité du régime foncier rural au Pérou et à bénéficier à 220 000 producteurs agricoles, 190 communautés paysannes et 403 communautés indigènes.

La requête a été déposée par l'Association interethnique pour le développement de la jungle péruvienne (AIDSESEP), représentant 64 peuples indigènes et 1 809 communautés de l'Amazonie péruvienne. La requête allègue que l'exécution du projet causera des dommages irréparables aux peuples indigènes et que le projet violera leurs droits de propriété et d'utilisation des territoires indigènes en attribuant le titre de propriété aux colons en première instance. Ils allèguent également des dommages environnementaux et socio-économiques, tels que la déforestation de terres ancestrales, la dégradation des écosystèmes et la perte des moyens de subsistance des peuples indigènes, en raison du possible non-respect des politiques opérationnelles de l'Environnement, des Sauvages (OP-703) et des Peuples indigènes (OP-765).



Gestion du MICI en 2023

Le dossier a été transféré à la Phase de Consultation en 2022, compte tenu des faibles progrès constatés dans la mise en œuvre des accords conclus. L'investigation a débuté en janvier 2023 avec la constitution du Panel, composé de la coordinatrice de la Phase, d'un expert social et d'une experte environnementale. L'investigation s'articule autour de quatre thèmes clés pour analyser la mise en œuvre des politiques environnementales et sociales de la BID : premièrement, la gestion des processus de consultation et de participation des peuples indigènes, ainsi que les mécanismes de résolution des conflits; deuxièmement, la catégorisation et recatégorisation environnementale ultérieure du projet, notamment en ce qui concerne les risques et impacts pour les populations indigènes; troisièmement, l'analyse de la capacité institutionnelle à identifier et gérer adéquatement les risques et impacts associés au projet; enfin, l'identification des risques et impacts environnementaux du projet, notamment les aspects critiques tels que la déforestation et la conservation des habitats naturels et la définition des mesures de gestion correspondantes.

En mai, l'équipe d'investigation a mené une mission sur le terrain à Lima et à Iquitos. Au cours de sa visite, elle a organisé plusieurs réunions et entretiens avec plus de 40 personnes, parmi lesquelles des requérants, des fonctionnaires de la BID, des

Opération de prêt : PE-LI026

Catégorie environnementale : A

Secteur : Agriculture et développement rural

Financement de la BID : 40 000 000 USD



autorités nationales et locales, des dirigeants et dirigeantes de communautés indigènes et des membres d'organisations de la société civile.

L'investigation s'est achevée en décembre. Le MICI a envoyé le rapport préliminaire aux parties pour commentaires, afin d'établir le rapport final et les recommandations du MICI.

Les points forts

La Phase a permis de mener cette investigation avec un temps moyen de traitement significativement réduit, dans le cadre de l'engagement du MICI d'accélérer ses processus et d'apporter plus rapidement des réponses aux parties. Par ailleurs, il s'agit du premier dossier géré par la Phase dans son intégralité depuis la pandémie.



Photos : Réunions de l'équipe d'investigation lors de la mission au Pérou, en mai.



Projet hydroélectrique d'Ituango

MICI-CII-CO-2018-0133

COLOMBIE

Ouverte — En attente du plan d'action de la direction



La centrale hydroélectrique Ituango, actuellement en exploitation, est un projet de production d'électricité de 2 400 MW visant à exploiter le débit du fleuve Cauca dans sa partie médiane, dans le département d'Antioquia, à environ 170 km de Medellín. BID Invest finance le projet par le biais d'une opération de prêt d'entreprise depuis 2016.

Un groupe de 477 résidents de neuf municipalités (Briceño, Ituango, Toledo, Peque, Sabanalarga, Valdivia, Cauca, San Andrés de Cuerquia et Sopetrán) du département d'Antioquia, en Colombie, a approché le MICI, représenté par l'organisation Movimiento Ríos Vivos et accompagné par trois organisations de la société civile : le Centre international de droit environnemental (CIEL), l'Association interaméricaine de défense de l'environnement (AIDA) et l'International Accountability Project (IAP).

Leur requête alléguait des préjudices actuels et potentiels dans le cadre de la construction et de l'exploitation du projet, en lien avec l'identification d'influence du projet et de la population affectée, la gestion inadéquate des risques de catastrophe naturelle, l'augmentation des conflits, de l'insécurité et des violences dans la zone du projet et des répercussions discriminatoires sur les femmes. Ils dénonçaient également l'absence d'une consultation publique et de modalités de participation adéquates, ainsi

que l'absence de plans de réinstallation ou de compensation adaptés à la suite du déplacement physique ou économique.

Gestion du MICI en 2023

En mars, le MICI a communiqué aux parties le rapport préliminaire de l'investigation pour commentaires. Sur demande des requérants, et avec l'approbation du Conseil d'administration, le délai de transmission des commentaires a été prolongé, passant de 21 jours ouvrables à quatre mois. Au cours de cette période, la Phase a facilité la tenue d'une réunion avec chaque partie afin de recueillir leurs impressions sur le rapport préliminaire, notamment sur la viabilité des recommandations formulées.

En octobre, le Conseil a examiné le Rapport de Vérification de la Conformité, identifiant aussi bien des conformités que des non-conformités aux Politiques opérationnelles de BID Invest. Les non-conformités sont principalement liées à l'identification adéquate de la zone d'influence du projet, des zones sinistrées et de la population potentiellement affectée. Le MICI a fait état de l'absence de mesures de gestion des répercussions différenciées pour les populations vulnérables, notamment pour celles touchées par la violence historique préexistante sur le territoire.

Opération de prêt : 11794-04

Catégorie environnementale : A

Secteur : Énergie

Financement de la BID Invest : 400 000 000 USD



* La préparation du plan d'action est de la responsabilité de la BID Invest.

La Phase a permis la formulation de 16 recommandations, approuvées par le Conseil dans leur intégralité, afin de renforcer l'application des normes environnementales et sociales de BID Invest. Une série de mesures axées sur les communautés locales, sollicitées par ces dernières auprès du MICI, ont également été préconisées, afin de combler les lacunes dans les informations sur les risques de catastrophe et d'appuyer plusieurs initiatives locales visant à renforcer la capacité productive, économique et sociale des communautés, en prenant en compte l'enjeu de genre.

Conformément à l'une des recommandations formulées, le Conseil d'administration a chargé BID Invest d'élaborer un plan d'action qui sera présenté début 2024 et qui fera l'objet d'un suivi pendant la Phase.



Vue aérienne d'Hidroituango.



La coordinatrice de la Phase de Vérification de la Conformité avec un représentant des communautés.

Générateur San Mateo S.A. et Générateur San Andrés S.A.

MICI-CII-GU-2018-0136

GUATEMALA

Ouverte — Suivi du plan d'action de la Direction

Le projet consiste en la construction et l'exploitation de deux centrales hydroélectriques au fil de l'eau : Generadora San Mateo S.A. (GSM) et Generadora San Andrés S.A. (GSA), financées par deux opérations de prêt de BID Invest. GSM prévoit d'utiliser les rivières Negro et Pojom, et GSA utilisera les rivières Primavera, Varsovia et Palmira. Les deux projets sont situés dans la municipalité de San Mateo de Ixtatán, dans le département de Huehuetenango, au Guatemala.

La requête a été présentée par des résidents de cinq communautés (Ixquisis, Bella Linda, Yulchen Frontera, Nuevo San Mateo et Pojom) de la microrégion d'Ixquisis, qui ont requis l'anonymat par crainte de représailles et sont représentés par Gobierno Plurinacional Q'anjobál, Popti, Chuj, Akateko y Mestizo. Ils sont également soutenus par l'Association interaméricaine de défense de l'environnement (AIDA) et la Plateforme internationale contre l'impunité.

Des manquements aux obligations de diligence raisonnable et de supervision de la part de BID Invest sont allégués dans la requête : absence d'une évaluation complète des répercussions environnementales et sociales ; manque de procédures de consultation préalables tenant compte des préjudices causés aux intérêts et aux territoires des



communautés indigènes et manque de procédures adéquates pour l'accès aux informations. Les requérants font également état de répercussions environnementales sur les plans d'eau, qui toucheraient les activités domestiques et agricoles des communautés, ainsi que de répercussions sur la culture et le mode de vie traditionnel des peuples indigènes de la région, avec des répercussions discriminatoires sur les femmes.

De plus, la requête décrit une grave situation d'insécurité, l'effondrement du tissu familial et communautaire, ainsi qu'une situation de violence et de représailles à l'encontre des opposants aux projets, en raison d'un climat de confrontation qui, selon les requérants, résulte de la construction des barrages hydroélectriques.

Gestion du MICI en 2023

En janvier 2023, le MICI a publié son plan de suivi du plan d'action élaboré par BID Invest en réponse aux recommandations du Rapport de Vérification de la Conformité. Le plan détaille le « qui, comment et quand » concernant la conduite du suivi annuel des 41 activités.

Opération de prêt : GU3794A-01, GU3798A-01

Catégorie environnementale : B

Secteur : Energie

Financement de la BID Invest : 7 000 000 et 6 000 000 USD



* La préparation du plan d'action est de la responsabilité de la BID Invest.

Le premier rapport de suivi, établi en mai, confirme l'exécution de 24 mesures, même si deux d'entre elles ont pris un certain retard par rapport au délai prévu. La grande partie de ces mesures sont axées sur le renforcement institutionnel dans les domaines suivants : risque de fond, peuples indigènes, genre, sécurité et droits humains, mécanisme de traitement des requêtes et risque de représailles. En revanche, le rapport fait état d'une mise en œuvre partielle du plan de sortie responsable et du plan de transition de BID Invest. Parmi les cinq mesures associées aux procédures internes de BID Invest, trois n'ont pas été appliquées et une ne l'a été que partiellement.

Le suivi du plan d'action est assuré au moyen de la revue documentaire et des rapports oraux et écrits de la Direction et des requérants. Cela a permis de disposer d'informations plus à jour pour l'analyse du MICI et d'intégrer au rapport le point de vue spécifique des parties.

Les points forts

C'est la première fois que la Phase a adopté cette méthodologie de suivi, laquelle a permis d'améliorer considérablement la transparence et l'efficacité du processus, en réduisant de moitié le temps moyen nécessaire à l'émission des rapports de suivi.



L'enquête sur ce cas s'est concentrée sur des aspects tels que les impacts différenciés basés sur le sexe et l'identification des communautés indigènes, entre autres.



Route à Péage 4G - Ruta del Cacao

MICI-CII-CO-2019-0152

COLOMBIE

Ouverte — En investigation



BID Invest finance le projet de concession Bucaramanga-Barrancabermeja-Yondó, qui fait partie du deuxième tronçon de la quatrième génération de concessions (programme 4G) promu par l'Agence nationale des infrastructures de Colombie dans le cadre d'un partenariat public-privé. Ce projet a pour objectif de construire une interconnexion routière entre la ville de Bucaramanga et l'ouest du département de Santander, la municipalité de Yondó (Antioquia) et la concession Ruta del Sol II.

Par le biais de la Veeduría Ciudadana de la Ruta del Cacao VCRC-4G, diverses communautés de la zone d'influence du projet ont déposé une requête alléguant des dommages environnementaux potentiels dus à la contamination des plans d'eau, du sol et de l'air, ainsi que de la flore et de la faune locales, qui seraient liés à la construction et à l'exploitation ultérieure de la voie. De plus, elles allèguent notamment des dommages aux habitations et aux terrains, des dommages économiques aux commerçants qui travaillent le long de la route ainsi que l'absence d'indemnisation adéquate des propriétaires touchés par le projet.

Gestion du MICI en 2023

Malgré les efforts notables démontrés par les parties pendant deux années de dialogue, ayant permis un début de mise en place de deux accords partiels, le processus de résolution des conflits n'a pas réussi à aboutir à un accord final et la requête a été transférée à la Phase de Vérification de la Conformité en décembre 2022.

La Phase a donné lieu à la formulation d'une recommandation d'investigation, que le Conseil d'administration de BID Invest a approuvée en mai 2023. En décembre, le Panel d'investigation a été créé, constitué de la Coordinatrice de la Phase, Katty Araya, ainsi que de Cristián Franz, expert du volet social, et de Luis Enrique Sánchez, expert des questions environnementales.

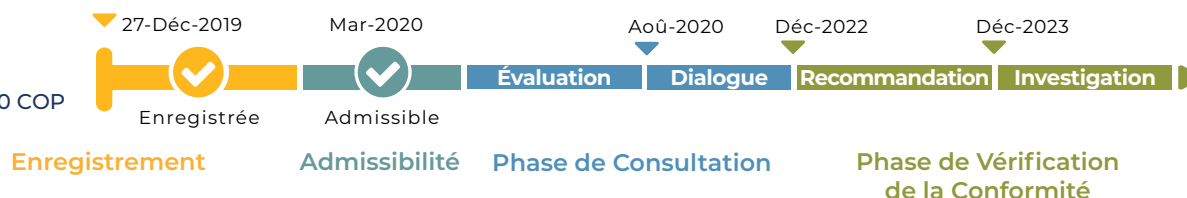
L'investigation s'attachera principalement à examiner l'adéquation de l'identification, évaluation et caractérisation des impacts sociaux et environnementaux et du déplacement économique, ainsi que la pertinence des mesures de gestion. Elle visera également à déterminer si BID Invest a assuré une supervision appropriée. L'investigation devrait s'achever en juin 2024.

Opération de prêt : 12252-01

Catégorie environnementale : A

Secteur : Transports

Financement de la BID Invest : 375 000 000 000 COP



Programme de Gestion Intégrée des Déchets Solides Urbains — Requête IV

MICI-BID-AR-2022-0182

ARGENTINE

Ouverte — En investigation



Le projet concerne le Centre environnemental de Luján, dans la province de Buenos Aires, Argentine, et fait partie d'une opération de travaux multiples financés par la BID. Son objectif concret est d'améliorer la qualité et l'exploitation des services de gestion des déchets du territoire en construisant une usine de tri des déchets, un module d'élimination définitive avec des installations pour capter et traiter les liquides résiduels et capter le biogaz. Le projet prévoit également l'assainissement et la fermeture d'une décharge à ciel ouvert qui couvre un terrain municipal et une série de terrains privés.

La requête concernant des dommages potentiels à l'environnement et au patrimoine culturel de la zone, à la santé, à la propriété et à la qualité de vie des habitants a été présentée par 60 résidents de la municipalité. Les dommages seraient liés à l'assainissement de la décharge, actuellement en cours, et à la future construction et exploitation d'une nouvelle décharge et d'un écoparc environnemental.

Gestion du MICI en 2023

En avril, le Conseil d'administration a approuvé la recommandation d'investigation, qui sera centrée sur trois principaux axes : les processus de consultation; l'identification d'éventuels impacts environnementaux et des mesures de gestion correspondantes en lien avec la surveillance des lixiviats, l'imperméabilisation insuffisante de la décharge, les mesures de prévention de pollution des eaux souterraines et de surface, et l'identification d'éventuels impacts sociaux et économiques avec des mesures d'atténuation correspondantes.

L'investigation a débuté en juin, avec la création du panel constitué de la coordinatrice de la Phase, d'un expert des questions sociales et d'un expert environnemental, et épaulé par une conseillère en législation environnementale nationale.

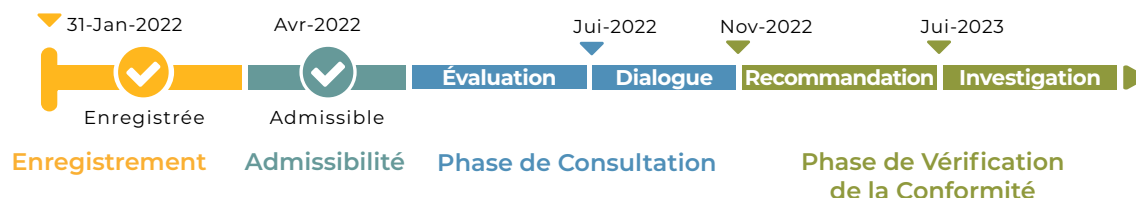
En décembre, l'équipe d'investigation a mené une mission sur le terrain dans les villes de Buenos Aires et de Luján. Au cours de cette visite, l'équipe a organisé plusieurs réunions et entretiens avec plus de 120 personnes, parmi lesquelles des requérants, des fonctionnaires de la BID et de l'agence d'exécution, des autorités nationales, provinciales et municipales, des résidents et

Opération de prêt : AR-L1151

Catégorie environnementale : B

Secteur : Eau et assainissement

Financement de la BID : 150 000 000 USD





résidentes de la zone, des organismes de collecte des déchets, des groupes en faveur et opposés au projet, des salariées d'une entreprise voisine et des fonctionnaires du bureau du médiateur-défenseur argentin et du ministère public de la Défense.

Les points forts

L'investigation s'est déroulée dans le contexte d'un large intérêt médiatique et social quant à l'avenir du projet, dont l'exécution a été interrompue à plusieurs reprises en raison de mesures conservatoires prononcées dans le cadre d'une procédure judiciaire engagée par la partie requérante en parallèle du processus du MICI. Par ailleurs, le nouveau gouvernement argentin a décrété que les engagements et obligations de l'agence d'exécution du projet relèveraient du ministère de l'Intérieur.

Réunions lors de la mission de l'équipe d'investigation à Luján, en décembre.



Programme national de développement du tourisme - PRODETUR National-Rio de Janeiro

MICI-BID-BR-2022-0189

BRÉSIL

Ouverte — Sélection du panel d'investigation

Dans le cadre de l'appui au secteur touristique du Brésil, la BID a financé le programme national PRODETUR Rio de Janeiro. L'emprunteur de cette opération approuvée était l'état de Rio de Janeiro et le garant était la République fédérative du Brésil. Le programme cherchait à contribuer à la croissance de l'emploi ainsi que des revenus et devises que le secteur du tourisme allait générer dans l'état. Parmi les travaux à financer se trouvait le « Projet d'assainissement, drainage et urbanisation de Vila do Abraão, Ilha Grande, Angra dos Reis », qui est la raison de la requête auprès du MICI. D'après les informations de la BID, cette opération n'est plus active et l'agence d'exécution a été liquidée après sa fermeture.

La requête a été présentée par quatre membres d'une famille de la communauté de Vila do Abraão, alléguant des préjudices sociaux et environnementaux en raison de la construction, puis de la suspension des travaux. Les allégations comprennent des conséquences néfastes pour l'environnement et la santé publique, ainsi que la perte de leurs moyens de subsistance.

Gestion du MICI en 2023

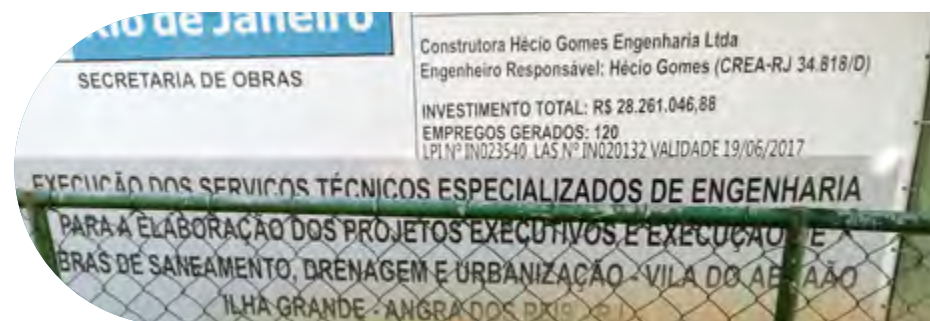
La requête était à l'étape d'évaluation de la Phase de Consultation depuis octobre 2022. Malgré de nombreuses tentatives d'engager un dialogue, y compris deux prolongations de délai, une série

Opération de prêt : BR-L1210

Catégorie environnementale : B

Secteur : Tourisme durable

Financement de la BID : 112 000 000 USD



d'obstacles persistaient. En premier lieu, même si les requérants s'efforçaient depuis 2018 de résoudre la situation avec la Direction de la BID, aucun canal de communication n'était actif. De plus, la Banque a précisé qu'il lui serait difficile de traiter l'allégation principale de la requête en raison de l'absence d'une agence d'exécution et d'une opération active. Le MICI a également évoqué le fait que le temps écoulé depuis le début du conflit et la frustration extrême limitaient les possibilités d'accord. Par conséquent, en juillet, il a été déterminé que les conditions d'un accord n'étaient pas réunies en Phase de Consultation et le dossier a été transféré à la Phase de Vérification de la Conformité.

L'équipe de la Phase a formulé une recommandation d'investigation que le Conseil d'administration a approuvée, conjointement avec ses termes de référence, le 15 décembre. L'investigation examinera si les impacts sociaux et environnementaux ont été adéquatement identifiés, évalués et caractérisés, conjointement avec les mesures de gestion correspondantes, afin d'empêcher, d'éviter et d'atténuer les risques et répercussions potentiels du projet, notamment en lien avec le transport de matériaux et la pollution causée par les travaux inachevés. Elle visera également à déterminer si la BID a assuré une supervision appropriée. L'investigation devrait durer six mois à partir de la constitution du panel.

Ligne de transmission verte Tacuarembó-Salto — Requête II

MICI-CII-UR-2022-0199

URUGUAY

Ouverte — Sélection du panel d'investigation

L'opération financée par BID Invest consiste en la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien d'une ligne de haute tension (500 kV) de 350 km, la construction d'une sous-station électrique et la fourniture de services auxiliaires qui vont interconnecter les sous-stations dans les départements de Tacuarembó et Salto, en Uruguay. L'objectif est d'assurer la fiabilité du système électrique du pays et soutenir l'intégration des énergies renouvelables.

La requête a été présentée par deux résidents et propriétaires d'un immeuble dans le département de Paysandú, représentés par deux avocats et un expert environnemental. Ils allèguent des dommages à leur bien en raison de la construction et de l'emplacement de près de 20 pylônes métalliques de 48 mètres de haut pour la ligne électrique. Les requérants considèrent que l'analyse et l'identification des impacts étaient inadéquates, notamment en ce qui concerne la protection des monuments historiques, et qu'une analyse complète des alternatives et des protocoles adéquats pour protéger les sites d'importance culturelle n'ont pas été réalisés. Ils allèguent également qu'il n'y a pas eu de processus de consultation et que les informations disponibles manquent.



Gestion du MICI en 2023

En décembre 2022, le MICI a déclaré la requête admissible et l'a transférée à la Phase de Consultation. En vue d'accélérer le processus, les dialogues bilatéraux avec les parties ont commencé immédiatement afin de déterminer si les conditions pour un processus de résolution des conflits étaient présentes. Cependant, le passage du temps, le resserrement de la marge de manœuvre compte tenu de l'état d'avancement du projet, l'existence de procédures judiciaires parallèles et la méfiance extrême entre les parties n'ont pas permis de réunir les conditions d'un dialogue.

Le dossier a été transféré à la Phase de Vérification de la Conformité en février 2023. L'équipe a formulé une recommandation pour une Vérification de la Conformité que le Conseil d'administration a approuvée en août. L'investigation portera sur deux principaux thèmes (le processus de consultation et de participation citoyenne et le patrimoine culturel) et évaluera les fonctions de supervision assurées par la BID.

L'investigation débutera en janvier 2024 et devrait durer six mois.

Opération de prêt : 12220-01

Catégorie environnementale : B

Secteur : Énergie

Financement de la BID Invest : 164 068 000 USD



Requêtes en analyse d'éligibilité

6 affaires examinées

En 2023, six dossiers sont passés par l'étape d'éligibilité : un reçu en 2002 et cinq enregistrés tout au long de l'année. Au cours de cette étape, le MICI analyse les allégations de la requête et recueille des informations complémentaires auprès des requérants et des responsables du projet, qui peuvent apporter leur point de vue sur les questions exposées dans la requête.

Sur les six affaires examinées à ce stade :

Quatre ont été déclarées recevables et sont passées à la phase de consultation, par choix des candidats.

Une requête reçue en 2022 a été déclarée inadmissible compte tenu de plusieurs exclusions applicables. (MICI-BID-AR-2022-0201)

En fin d'année, une requête reçue en décembre était toujours en cours d'examen d'admissibilité (MICI-BID-BO-2023-0225).

Résultat du processus d'admissibilité

Inadmissibles

En cours

Admissibles



17%

Correspond à un cas reçu en 2022



17%



66%

Programme de Mise en Valeur des Terres rurales et de Délivrance de Titres de Propriété

MICI-BID-BO-2023-0225

BOLIVIE

Admissibilité — En cours

L'opération financée par la BID consiste en un programme d'assainissement, d'émission de titre de propriété, de gestion et d'enregistrement fonciers en Bolivie, qui vise à renforcer la sécurité juridique foncière. Les bénéficiaires du programme sont des petits et moyens producteurs agricoles et des communautés indigènes.

Le groupe de requérants, qui a demandé l'anonymat, allègue de possibles préjudices aux conditions de vie et au patrimoine de communautés indigènes de tout le pays. Ces préjudices seraient potentiellement liés à des processus d'émission de titres de propriété et de gestion foncière incomplets et défectueux, non transparents et sans compensation équitable prévue.

Il dénonce également d'éventuels préjudices environnementaux découlant de conversions de parcelles boisées en terrains agricoles, qui mèneraient à des défrichements, d'incendies et de l'appauvrissement du sol. Par ailleurs, ces modifications dans la gestion foncière auraient affecté négativement l'usage traditionnel que les communautés font de leur territoire. Des allégations relèvent en outre le manque d'informations accessibles pour les communautés concernant l'opération, ainsi que l'absence de consultations publiques majeures avec la population concernée.

Opération de prêt : BO-L1113

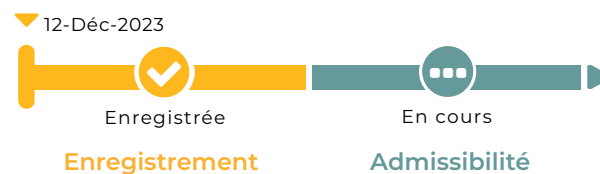
Catégorie environnementale : A

Secteur : Agriculture et développement rural

Financement de la BID : 100 000 000 USD

Gestion du MICI en 2023

La requête a été enregistrée le 18 décembre compte tenu de la disponibilité de l'ensemble des informations requises pour son traitement. La date limite de détermination d'admissibilité est fixée au 26 février 2024.



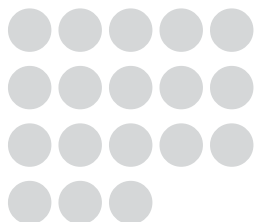
Requêtes non enregistrées

23 requêtes reçues en 2023

Quand le Mécanisme reçoit une nouvelle requête, il en examine le contenu dans un délai de cinq jours ouvrables pour vérifier si elle répond aux exigences et fournit les informations nécessaires à son traitement initial (paragraphe 14), et pour déterminer si les exceptions (paragraphe 19) de la Politique du MICI s'appliquent ou non. Sur les 23 requêtes reçues en 2023, 18 n'étaient pas conformes à certaines des exigences ou se voyaient appliquer une exception, de sorte que le MICI a finalisé leur traitement au stade de l'enregistrement.

Non enregistrées

18



78%

Enregistrées

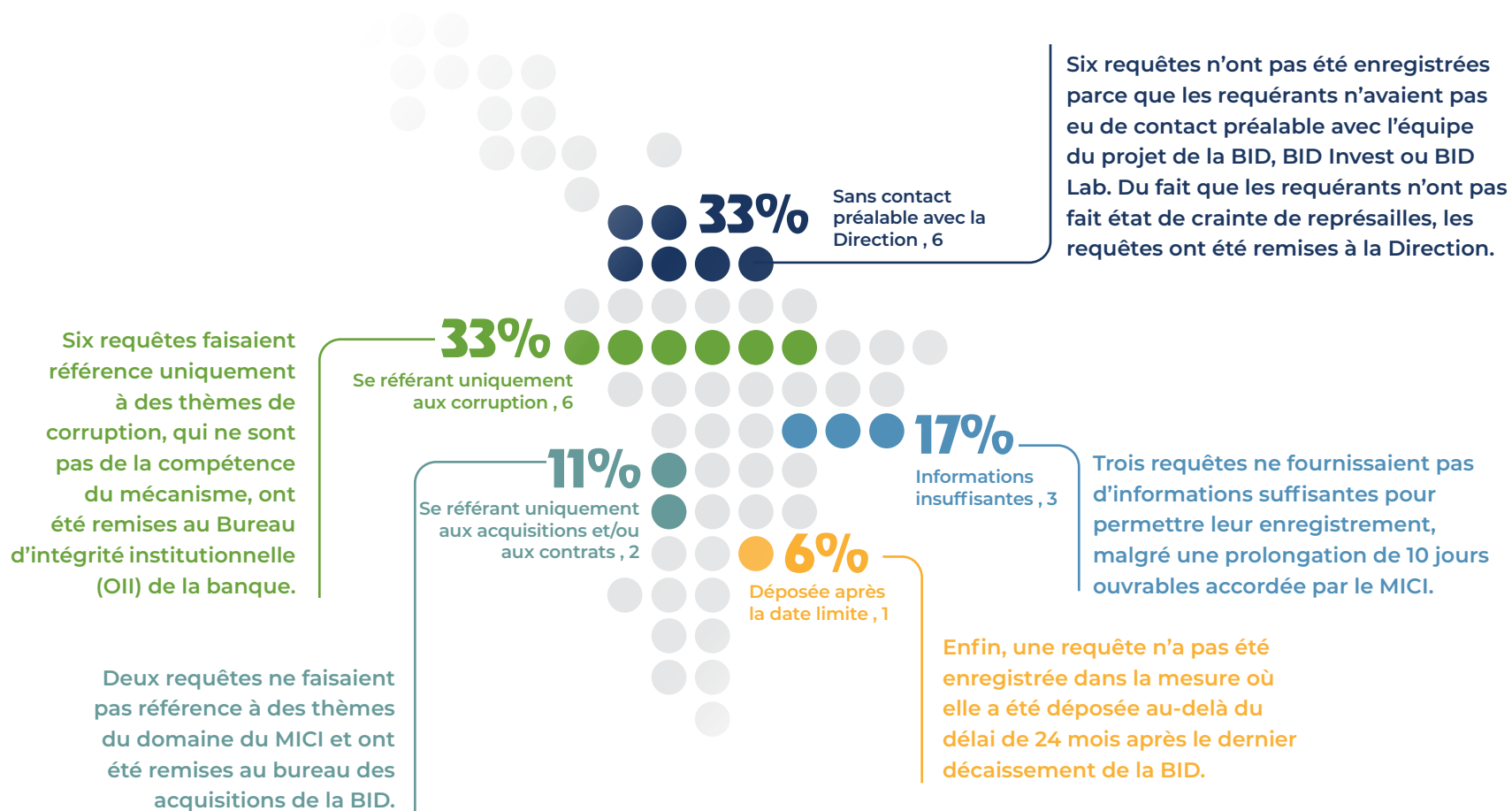
5



22%

Requêtes reçues en 2023 : enregistrées et non enregistrées

Raisons de non-enregistrement



Requêtes non enregistrées **du fait qu'elles sont hors champ du MICI**

Huit requêtes n'ont pas été enregistrées parce qu'elles portaient uniquement sur des pratiques interdites, la corruption, les processus de passation de marchés ou les appels d'offres, qui n'entrent pas dans le cadre de compétences du MICI (exception 19, alinéa a). Dans ces cas, la requête est transférée au Bureau de l'intégrité institutionnelle ou au Bureau des Achats de la Banque, selon la situation.

| | |
|------------------------------|--|
| MICI-BID-CO-2023-0205 | Programme Colombie Durable (CO-L1166) |
| MICI-BID-BO-2023-0206 | Programme de Gestion du Tourisme du Patrimoine Culturel (BO-L1182) |
| MICI-BID-PR-2023-0208 | Réaménagement, Modernisation des Transports Publics Métropolitaines et Services Gouvernementaux — Requête III (PR-L1044) |
| MICI-BID-EC-2023-0209 | Programme d'eau et d'assainissement pour le canton de Portoviejo (EC-L1248) |
| MICI-BID-SU-2023-0215 | Programme de Modernisation de l'approvisionnement en Eau (SU-L1058) |
| MICI-BID-DR-2023-0217 | Programme d'amélioration de la Connectivité pour la Transformation Numérique en République Dominicaine (DR-L1147) |
| MICI-BID-GU-2023-0219 | Programme de Renforcement et de Modernisation du Ministère Public (GU-L1095) |
| MICI-BID-BR-2023-0220 | Programme de Réhabilitation Urbaine et de Résilience dans les Zones Vulnérables sur le Plan Socio-environnemental - ProMorar Recife (BR-L1609) |

Requêtes non enregistrées **— sans contact préalable avec la Direction**

L'une des exigences pour enregistrer une requête est que les requérants aient eu recours à la Direction du Groupe de la BID afin d'obtenir une résolution de leurs inquiétudes avant de recourir au MICI, à moins qu'ils craignent d'éventuelles représailles du fait d'avoir fait part de leurs préoccupations. Lorsque ce critère n'est pas rempli, le MICI fournit les informations nécessaires pour permettre aux requérants et à l'équipe de projet du Groupe de la BID d'établir un contact initial dans le cadre du Protocole de griefs environnementaux et sociaux de la BID ou du Mécanisme de gestion des requêtes de BID Invest. Les requérants sont également informés qu'ils conservent la possibilité de s'adresser de nouveau au MICI s'ils considèrent qu'ils n'ont pas obtenu de réponses adéquates à leurs préoccupations dans un délai raisonnable. Cela a été le cas pour six requêtes reçues en 2023.

| | |
|------------------------------|---|
| MICI-BID-CO-2023-0204 | Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête IX (CO-L1234) |
| MICI-BID-CR-2023-0212 | Programme d'infrastructures de transport (PIT) (CR-L1032) |
| MICI-BID-BR-2023-0213 | Programme de Mobilité Urbaine Durable de Curitiba (BR-L1532) |
| MICI-BID-CO-2023-0221 | Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête X (CO-L1234) |
| MICI-BID-BR-2023-0222 | Programme de Développement Urbain Intégré et Durable de la Municipalité de Joao Pessoa (BR-L1421) |
| MICI-BID-CO-2023-0223 | Première Ligne du Métro de Bogotá - Première Section — Requête XI (CO-L1234) |

Requêtes non enregistrées **du fait d'informations insuffisantes**

Lorsqu'une requête ne contient pas toutes les informations nécessaires à l'enregistrement (paragraphe 14), la politique du MICI accorde un délai supplémentaire de 10 jours ouvrables pour compléter la requête originale. Le traitement de la requête est interrompu si, après ce délai, les exigences ne sont pas remplies. Les requérants sont également informés de la possibilité de revenir au Mécanisme avec une nouvelle requête comprenant toutes les informations nécessaires.

| | |
|------------------------------|---|
| MICI-BID-AR-2023-0207 | Programme d'eau et d'assainissement pour les zones métropolitaines — Requête II (AR-L1162) |
| MICI-BID-AR-2023-0211 | Programme d'eau et d'assainissement pour les zones métropolitaines — Requête III (AR-L1162) |
| MICI-BID-AR-2023-0224 | Programme Provincial de Services Agricoles - PROSAP IV (AR-L1198) |

Requêtes non enregistrées **en raison de la date limite de réception**

Une requête n'a pas été enregistrée, car, au moment de sa réception, plus de 24 mois s'étaient écoulés depuis le dernier décaissement pour l'opération faisant l'objet de la requête, de sorte que l'exception 19 f de la politique du Mécanisme s'appliquait.

| | |
|------------------------------|---|
| MICI-BID-BR-2023-0203 | Programme de Structuration Urbaine de São José dos Campos — Requête IV (BR-L1160) |
|------------------------------|---|

Annexes

Annexe I: Budget 2023

Budget approuvé et exécuté pour 2023
Chiffres en dollars des États-Unis d'Amérique

| Postes budgétaires 2023 | BID | BID Invest | Total |
|--|------------------|-------------------|------------------|
| Salaires | 2 342 015 | - | 2 342 015 |
| Gestion des requêtes | 483 039 | 404 225 | 887 264 |
| Renforcement institutionnel | 48 500 | 48 500 | 97 000 |
| Renforcement de l'équipe du MICI | 30 000 | 30 000 | 60 000 |
| Diffusion | 79 000 | 127 588 | 206 588 |
| Fonds d'urgence | 50 000 | 30 000 | 80 000 |
| Total budget approuvé + fonds d'urgence | 3 032 554 | 640 313 | 3 672 867 |

| Exécution 2023 | BID | BID Invest | Total |
|--|------------------|-------------------|------------------|
| Total exécuté | 2 693 086 | 543 470 | 3 236 556 |
| Fonds d'urgence exécuté | - | - | - |
| Total exécuté + fonds d'urgence exécuté | 2 693 086 | 543 470 | 3 236 556 |

Annexe 2: Diffusion en 2023

Diffusion en externe

| Mois | Évènement | Ville |
|-----------|--|-----------------------------|
| Février | Présentation dans le cadre d'un dialogue avec des professionnels - « Gestion des représailles dans le contexte latino-américain » | Virtuel |
| Mars | Réunion avec des organisations de la société civile brésilienne | Virtuel |
| Mars | Réunion avec des organisations de la société civile hispanophone | Virtuel |
| Avril | Réunion avec des organisations de la société civile à Washington | Washington, DC (États-Unis) |
| Juin | Évènement avec la branche de résolution des conflits de la CAO | Washington, DC (États-Unis) |
| Juin | Atelier « Que faire face aux éventuels impacts environnementaux et sociaux d'un projet du Groupe de la BID ? » | Lima, Pérou |
| Juin | Petit-déjeuner « Projets de développement à impacts positifs : défis et occasions pour accéder au MICI » | Lima, Pérou |
| Juin | Atelier « Projets pour l'amélioration des conditions de vie : normes et systèmes de réclamation et de reddition de comptes du Groupe de la BID » | Lima, Pérou |
| Juin | Présentation du MICI dans le cadre de la formation Négociation, médiation et prévention des conflits entreprise-État-communauté | Virtuel |
| Juin | Petit-déjeuner « Projets de développement à impacts positifs : défis et occasions pour accéder au MICI » | Quito, Équateur |
| Juin | Atelier « Projets pour l'amélioration des conditions de vie : normes et systèmes de réclamation et de reddition de comptes du Groupe de la BID » | Quito, Équateur |
| Juin | Atelier « Que faire face aux éventuels impacts environnementaux et sociaux d'un projet du Groupe de la BID ? » | Tena, Équateur |
| Août | Participation du MICI à la formation en ligne Droits humains et entreprises | Virtuel |
| Septembre | Congrès américain de médiation | Corrientes, Argentine |
| Septembre | Rencontre avec les bureaux des médiateurs-défenseurs - Federación Iberoamericana del Ombudsperson | Virtuel |
| Octobre | Réunion annuelle de l'IAMnet | Londres, Royaume-Uni |
| Octobre | Réunion avec des organisations de la société civile dans le cadre de la Réunion annuelle de l'IAMnet | Londres, Royaume-Uni |
| Octobre | Séminaire sur la conduite professionnelle responsable - mécanismes non judiciaires pour la résolution des conflits | Santiago du Chili |
| Octobre | Présentation du MICI au 8e Forum régional sur les entreprises et les droits humains | Santiago du Chili, Chili |
| Octobre | Petit-déjeuner « Que faire face aux éventuels impacts environnementaux et sociaux d'un projet du Groupe de la BID en Équateur ? » | Quito, Équateur |
| Octobre | Atelier « Que faire face aux éventuels impacts environnementaux et sociaux d'un projet du Groupe de la BID en Amazonie équatorienne ? » | Tena, Équateur |
| Octobre | Petit-déjeuner « Projets de développement à impacts positifs : les occasions pour accéder au MICI » | Iquitos, Pérou |
| Octobre | Atelier « Que faire face aux éventuels impacts environnementaux et sociaux d'un projet du Groupe de la BID en Amazonie péruvienne ? » | Iquitos, Pérou |
| Octobre | Atelier - Prévention et résolution d'éventuels impacts environnementaux et sociaux d'un projet du Groupe de la BID au Pérou | Lima, Pérou |
| Octobre | Réunion avec l'ONG péruvienne SODIS (Sociedad y Discapacidad) | Lima, Pérou |
| Octobre | Présentation du MICI au Panel externe d'accès à l'information de la BID | Washington, DC (États-Unis) |
| Décembre | Atelier de diffusion - Mécanismes de réclamation du Groupe de la BID | Washington, DC (États-Unis) |
| Décembre | Atelier de diffusion - Mécanismes de réclamation du Groupe de la BID | Washington, DC (États-Unis) |

Diffusion interne

| Mois | Évènement | Ville |
|-----------|--|-----------------------------|
| Mars | Séance d'échange de connaissances sur les « risques de fond » | Washington, DC (États-Unis) |
| Mars | Séminaire d'orientation institutionnelle pour le nouveau personnel du Groupe de la BID | Washington, DC (États-Unis) |
| Mai | Groupe de discussion Réflexions du MICI | Washington, DC (États-Unis) |
| Mai | Semaine des connaissances de BID Invest (Knowledge Week) | Mexico, Mexique |
| Mai | Séance de connaissance à huis clos « Consultations et participation : le format virtuel dans les conflits sociaux » | Virtuel |
| Juin | Présentation du MICI à l'Atelier sur les fondamentaux des opérations | Virtuel |
| Juin | Série de discussions sur la réparation - troisième séance | Washington, DC (États-Unis) |
| Juin | Présentation à l'équipe équatorienne du Groupe de la BID - « Discussion avec le MICI, le bureau indépendant de reddition des comptes du Groupe de la BID » | Quito, Équateur |
| Septembre | Séminaire d'orientation institutionnelle pour le nouveau personnel du Groupe de la BID | Washington, DC (États-Unis) |
| Septembre | Présentation du MICI au Programme d'orientation institutionnelle pour les nouveaux membres du Conseil d'administration | Washington, DC (États-Unis) |
| Novembre | Lancement de la publication « MICI Réflexions : Une approche humaine des réclamations » | Washington, DC (États-Unis) |
| Novembre | Série de discussions sur la réparation - quatrième séance | Washington, DC (États-Unis) |



Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation

Téléphone : (+1) 202-623-3952

Fax : (+1) 202-312-4057

1300 New York Ave., N.W.

Washington, D.C. USA, 20577

mici.iadb.org

